

4 / 9 - 938 / 2 - 86 / 87

Chambre des Représentants

SESSION 1987-1988

20 OCTOBRE 1987

BUDGET

du Ministère de la Défense
nationale de
l'année budgétaire 1987

BUDGET

du Ministère de la Défense
nationale de
l'année budgétaire 1986

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA
DEFENSE NATIONALE PAR
M. le **HARDÏ de BEAULIEU**

Ces budgets ont été examinés en réunion publique de commission.

Président : M. Poswick

Membres titulaires :

C.V.P. Mme De Loore-Raeymaekers,
MM Desutter, Uyttendaele, Van
Hecke, Van Wambeke, Willems.
P.S. MM. Biefnot, Dejardin, Denison,
Van der Biest.
S.P. M. Chevalier, Mevr./Mme Lefebvre,
MM. Tobback, Van Steenkiste (R.).
P.R.L. MM. De Decker, Pivin, Poswick.
P.V.V. MM. Devolder, Vreven.
P.S.C. MM. du Monceau de Bergendal,
Grapé.
V.U. MM. Belmans, Vanhorenbeek.

Membres suppléants :

MM. Cauwenberghs, Depré, Diegenant,
Ghesquière, Lenaerts, Vandebosch, Van
Parys.
MM. Anselme, Coëme, Féaux, Moureaux,
Santkin.
MM. Coppens, Derycke, Peuskens, Sleenckx,
Van den Bossche.
MM. Bonmariage, Draps, Kubla, Neven.
MM. Beysen, Decoster, Taelman.
M. Gendebien, Mevr./Mme Goor-Eyben, de
heer/le Hardy de Beaulieu;
MM. Anciaux, Coveliers, Sauwens.

Voir :

4 / 9 - 938 - 86 / 87

N° 1 : Budget transmis par le Sénat

4 / 9 - 937 - 86 / 87

N° 1 : Budget transmis par le Sénat

4 / 9 - 938 / 2 - 86 / 87

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1987-1988

20 OKTOBER 1987

BEGROTING

van het Ministerie van
Landsverdediging voor het
begrotingsjaar 1987

BEGROTING

van het Ministerie van
Landsverdediging voor het
begrotingsjaar 1986

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE LANDSVER-
DEDIGING UITGEBRACHT DOOR DE HEER
le **HARDÏ de BEAULIEU**

Deze begrotingen werden besproken in openbare commissie-
vergadering.

Voorzitter : De Heer Poswick

Vaste leden

C.V.P. Mevr. De Loore-Raeymaekers, de
heren Desutter, Uyttendaele, Van
Hecke, Van Wambeke, Willems.
P.S. De heren Biefnot, Dejardin,
Denison, Van der Biest.
S.P. De heer Chevalier, Mevr./Mme
Lefebvre, de heren Tobback, Van
Steenkiste (R.).
P.R.L. De heren De Decker, Pivin,
Poswick.
P.V.V. De heren Devolder, Vreven.
P.S.C. De heren du Monceau de Bergendal,
Grapé.
V.U. De heren Belmans, Vanhoren-
beek.

Plaatsvervangers

De heren Cauwenberghs, Depré, Diegenant,
Ghesquière, Lenaerts, Vandebosch, Van
Parys.
De heren Anselme, Coëme, Féaux, Moureaux,
Santkin.
De heren Coppens, Derycke, Peuskens,
Sleenckx, Van den Bossche.
De heren Bonmariage, Draps, Kubla, Neven.
De heren Beysen, Decoster, Taelman.
De heer Gendebien, Mevr./Mme Goor-Eyben,
de heer/le Hardy de Beaulieu;
De heren Anciaux, Coveliers, Sauwens.

Zie :

4 / 9 - 938 - 86 / 87

N° 1 : Begroting overgezonden door de Senaat

4 / 9 - 937 - 86 / 87

N° 1 : Begroting overgezonden door de Senaat

SOMMAIRE

I. — Considérations générales	2
II. — Personnel	8
III. — Fonctionnement	13
IV. — Investissements	17
V. — Questions relatives au budget	19
VI. — Discussion des articles et votes	21
Annexes	22

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ces budgets transmis par le Sénat au cours de sa réunion du 30 septembre 1987.

I. CONSIDERATIONS GENERALES

Plusieurs membres (*M.M. Van Steenkiste, Pepermans, Tobback et Denison*) estiment que la discussion des budgets 1986 et 1987 ne présente plus aucun intérêt. Ils protestent contre le fait que cette discussion a lieu si tard et en rejettent l'entière responsabilité sur le Gouvernement qui empêche ainsi une fois de plus le Parlement de jouer son rôle spécifique.

*
* *

M. Pepermans rappelle la promesse faite par le Gouvernement précédent en ce qui concerne la création d'un Institut pour la paix. Il demande où en est le dossier.

Le Ministre répond qu'il vaut mieux laisser au Ministre des Relations extérieures ou au Premier Ministre le soin de prendre une telle initiative, d'autant plus que cette affaire intéresse également d'autres départements, tels que celui de l'Education nationale.

M. Denison demande quelles sont les réactions de l'OTAN aux déclarations du Ministre de la Défense nationale, selon lesquelles, compte tenu des moyens limités qui sont actuellement disponibles, la Belgique a fait «tout son possible» en matière d'efforts de défense.

Le même membre estime en outre que l'intérêt stratégique des chars ne paraît plus évident.

Le Ministre rappelle l'accueil peu enthousiaste qu'il a reçu lorsqu'il est allé plaider en faveur d'une réduction des missions de notre pays auprès de l'OTAN.

Il déclare qu'il n'envisage pas d'autres réductions de ces missions à court terme, mais qu'il serait souhaitable d'en redéfinir certaines. Il pense notamment à une révision fondamentale de l'utilisation de la réserve.

Sur ce point, *le Ministre* se rallie au point de vue de *M. Poswick*, qui estime que la mission de la réserve doit être axée plus spécifiquement sur la défense militaire du territoire. Une des hypothèses actuellement étudiées par le Ministre est le rappel de bataillons autonomes qui seraient intégrés aux brigades stationnées en R.F.A. et qui seraient équipés du matériel de ces brigades actives.

A cet effet, il ne serait fait appel qu'aux miliciens démobilisés récemment. Les miliciens démobilisés depuis un certain temps seraient affectés à la défense de leur

INHOUD

I. — Algemene beschouwingen	2
II. — Personeel	8
III. — Werking	13
IV. — Investerings	17
V. — Begrotingsvraagstukken	19
VI. — Stemmingen	21
Bijlagen	22

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft tijdens haar vergadering van 30 september 1987, deze door de Senaat overgezonden begrotingen onderzocht.

I. ALGEMENE BESCHOUWINGEN

Verschillende leden (*de hh. Van Steenkiste, Pepermans, Tobback en Denison*) vinden de huidige bespreking over de begroting 1986 en 1987 gewoon zinloos. Zij protesteren tegen deze laattijdige bespreking en leggen hiervoor de volledige verantwoordelijkheid in hoofde van de Regering die nogmaals het normale Parlementair werk onmogelijk maakt.

*
* *

De heer *Pepermans* herinnert aan de belofte die de vorige Regering had gemaakt inzake het oprichten van een Vredesinstituut. Hij vraagt hoever het nu met deze zaak zit.

De Minister antwoordt dat een dergelijk initiatief beter aan de Minister van Buitenlandse Betrekkingen of aan de Premier overgelaten wordt, temeer omdat andere departementen zoals Nationale Opvoeding er ook mee te maken hebben.

De heer Denison vraagt welke de NAVO-reacties zijn op de beweringen van de Minister van Landsverdediging volgens dewelke België «zijn uiterste best» deed inzake verdedigingsinspanningen gezien de beperkte middelen waarover thans kan worden beschikt.

Verder kan volgens hetzelfde lid het huidig strategisch belang van de tanks in vraag worden gesteld.

De Minister herinnert aan de weinig warme ontvangst die hem te beurt viel wanneer hij bij de NAVO de vermindering van de Belgische opdracht ging bepleiten.

Hij verklaart geen verdere vermindering van deze opdrachten op korte termijn te overwegen, maar wel bepaalde opdrachten beter te profileren zoals bijvoorbeeld een totale herziening van het gebruik van de reserve.

De Minister treedt hier de zienswijze van de heer *Poswick* bij, die vindt dat de reserve meer geaxeerd dient te zijn op de militaire verdediging van het grondgebied. Een hypothese die de Minister op dit ogenblik bestudeert, is het wederoproepen van autonome bataljons die geïntegreerd zouden worden in de DBR bestaande brigaden en die met het materieel van deze actieve brigades uitgerust zouden worden.

Voor deze wederoproeping in Duitsland zou men enkel een beroep doen op recent afgezwaaide dienstplichtigen, daar waar de reeds langer afgezwaaide best zouden ingezet

village ou de leur province, ou d'un point stratégique quelconque situé dans leur ville, en raison de leur connaissance du terrain .

Le Ministre souligne qu'aucune décision n'a encore été prise en la matière, mais qu'une révision fondamentale portant sur la conception ou le matériel doit faire l'objet d'une approche sereine.

A la question de savoir si les chars constituent encore un instrument d'avenir, *le Ministre* répond que, selon lui, il faudra de moins en moins de chars, mais de plus en plus d'hélicoptères et d'autres moyens de lutte antichars.

Le Ministre estime que la standardisation est un élément fondamental qui devrait permettre de maîtriser la prolifération du matériel militaire et de promouvoir l'interopérabilité d'armées qui sont appelées à combattre côte à côte sur un même front.

M. Denison demande s'il ne convient pas de promouvoir la relance de l'U.E.O. Des rencontres plus actives et plus fréquentes entre les partenaires de l'U.E.O. ne sont-elles pas indiquées dans le contexte international actuel ? Comment le Ministre réagit-il à l'égard des récentes manœuvres militaires franco-allemandes ?

En ce qui concerne la relance de l'U.E.O., *le Ministre* souligne qu'au début, il était sceptique à ce sujet, mais que l'expérience montre que l'entente entre les ministres constitue une garantie pour ceux qui souhaitent que l'U.E.O. devienne le noyau d'une Communauté européenne de défense.

Le Ministre considère les manœuvres franco-allemandes comme très importantes sur le plan psychologique, étant donné que toute participation de la France constitue un renforcement du pilier européen de l'Alliance atlantique.

M. Tobback pose des questions au sujet de la « croisière de promotion » du chasseur de mines « CROCUS ».

S'agit-il d'un simple exercice naval ? Pourquoi n'a-t-il dès lors pas lieu dans une zone opérationnelle de l'O.T.A.N. ? Ne s'agirait-il pas plutôt de promouvoir l'armement qui se trouve à bord, auquel cas des intérêts purement commerciaux ne seraient pas tout à fait étrangers à cette croisière ?

Le Ministre précise que la croisière du « CROCUS » est une croisière d'endurance qui est également mise à profit pour faire la promotion du navire et, accessoirement, de son armement.

MM. Féaux et Van Wambeke posent des questions au sujet des euromissiles et de leur démantèlement éventuel.

En ce qui concerne les euromissiles, *le Ministre* répète que l'accord entre les grandes puissances n'a pas encore été signé et qu'il ne veut dès lors pas préjuger de l'avenir.

En outre, il souligne que l'intervention du législateur sera nécessaire pour admettre les vérificateurs soviétiques en Belgique et qu'il est apparu, lors des négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, que le délai de démantèlement devait être de trois ans pour les uns et de cinq ans pour les autres.

MM. Van Wambeke et du Monceau de Bergendal posent des questions au sujet de la « Commission mixte ».

Le Ministre déclare qu'avant de créer une telle commission, il devrait exister un document qui puisse servir de base de discussion.

worden voor de verdediging van hun dorp, provincie of een of ander strategisch punt binnen hun eigen stad omdat ze dit terrein precies beter kennen.

De Minister stelt dat terzake nog geen enkele beslissing genomen werd, doch dat een fundamentele herziening, zowel wat conceptie als materieel betreft, met openheid van geest moet benaderd worden.

Op de vraag of de tank nog het werktuig van de toekomst zal zijn, antwoordt de Minister dat hij de mening toegedaan is dat men in de toekomst minder tanks zal nodig hebben maar meer anti-tank-helikopters en andere anti-tank-middelen.

Het probleem van de standaardisatie vindt de Minister een fundamenteel probleem, onder meer om de specifieke inflatie van het militair materieel in bedwang te houden en de interoperabiliteit te bevorderen van legers die zij aan zij vechten op eenzelfde front.

De heer Denison vraagt of de revitalisering van de W.E.U. niet dient te worden geïntensifieerd. Zijn intensere en meer frequente ontmoetingen tussen W.E.U.-partners in de huidige internationale toestand niet aangewezen ? Hoe reageert de Minister t.a.v. de recente Frans-Duitse militaire oefeningen ?

Wat de heropleving van de W.E.U. betreft, stelt *de Minister* dat hij hier initieel sceptisch tegenover stond maar dat de ervaring leert dat de verstandhouding tussen de ministers een waarborg vormt voor een ontwikkeling van de W.E.U. tot de kern van een toekomstige Europese Defensiegemeenschap.

De Frans-Duitse oefening vindt *de Minister* zeer belangrijk op het psychologisch vlak gezien iedere deelname van Frankrijk een versterking inhoudt van de Europese pijler van het Atlantisch Bondgenootschap.

De heer Tobback heeft vragen bij de zogenaamde « promotiereis » van de mijnenjager « CROCUS ».

Gaat het hier om een loutere zeemachtoefening ? Waarom gebeurt zulks dan niet in een NAVO-operationeel gebied ? Gaat het soms niet om het « promoten » van de aan boord zijnde bewapening waarbij louter commerciële belangen niet helemaal vreemd zijn ?

Inzake de reis van de « CROCUS » verklaart *de Minister* dat het hier gaat om een uithoudingskruisvaart waarbij ook aan promotie van het schip gedaan wordt en eventueel van de organiek bij het schip horende bewapening.

De heren Féaux en Van Wambeke stellen vragen omtrent de Euroraketten en de mogelijke ontmanteling ervan.

In verband met de Euroraketten herhaalt *de Minister* dat het akkoord tussen de grootmachten nog niet getekend werd en hij derhalve niet op de feiten wil vooruitlopen.

Daarenboven wijst hij enerzijds op het wetgevend werk dat nog moet verricht worden om Sovjet-verificateurs in België toe te laten en anderzijds op de onderhandelingen tussen Amerika en de Sovjet-Unie in verband met de ontmantelingstermijn die voor de ene 3 jaar en voor de andere 5 jaar zou zijn.

De heren Van Wambeke en du Monceau de Bergendal hebben vragen gesteld i.v.m. de zogenaamde « gemengde commissie ».

De Minister verklaart dat, alvorens een dergelijke commissie op te richten, er een document zou moeten bestaan dat als basis voor de besprekingen zou kunnen dienen.

Le groupe d'études «L'armée en l'an 2000», qui a été créé récemment, pourrait fort bien élaborer un tel document.

M. Poswick fait remarquer à propos de la défense militaire du territoire que bien que pénalisée par un très grand manque de moyens la DMT repose sur un concept sain et correspond à un réel besoin. Elle a certainement le grand avantage de «récupérer» un grand nombre de démobilisés qui, faute de matériel, ne pourraient reprendre du service au sein du 1^{er} corps d'armée belge et qui par la DMT pourraient remplir des missions de première importance, notamment en facilitant le transit des unités alliées dans notre pays.

Avant d'énumérer les faiblesses, il lui semble souhaitable de déterminer les points forts de la DMT.

— L'organisation est une réussite sur le plan de la répartition des Régiments : (un Regt par province et deux Regts qui constituent la réserve du Commandant des Forces Intérieures). Au sein de ces Regts, l'organisation adoptée permet une grande souplesse d'emploi; le système des Etats-Majors Tactiques de Bataillons permet en effet de composer des bataillons à la carte suivant le type de missions.

— La coopération avec la gendarmerie, réalisée par la force des choses (emploi des liaisons Tf et radio de la gendarmerie) est une réussite. Durant les exercices réalisés au 3 Chasseurs Ardennais et au 6 Ligne il a été constaté que cette coopération est dès le temps de paix entière et efficace.

— Le système de rappel mis au point actuellement, permet un très grand rendement car l'encadrement est réalisé du personnel spécialisé et un maximum de moyens sont concentrés au profit d'une unité peu importante.

— Dans sa conception initiale, la DMT devrait être alimentée essentiellement par un recrutement régional. Dans les missions imposées à la DMT, ce point pourrait être extrêmement favorable et constituer un atout majeur pour le commandement.

Voilà les aspects très positifs. Quant aux faiblesses du système, M. Poswick déclare que le problème majeur est sans conteste celui du matériel.

— En ce qui concerne les véhicules, la solution a été trouvée par le biais de la réquisition, mais il faut par conséquent tenir compte des délais nécessaires pour rassembler les véhicules et organiser l'unité. De plus, la transformation nécessaire de ces véhicules pour les équiper de radio n'est pas le moindre des problèmes qui se poseraient aux responsables du matériel. L'entretien et la maintenance de ces véhicules obligerait à recourir aux garages civils dans la plupart des cas suite au manque de pièces de rechange.

— Pour l'armement, le matériel utilisé serait évidemment exclusivement militaire, mais l'âge des armes employées pose un tout autre problème. La plupart des gradés d'active ainsi que les mécaniciens armement appelés à encadrer les unités DMT n'ont jamais appris à connaître ce type

De studiegroep «leger in het jaar 2000», die onlangs werd opgericht, zou best een dergelijk document kunnen uitwerken.

In verband met de Militaire Verdediging van het Grondgebied merkt de heer Poswick op dat de MVG, ook al heeft zij af te rekenen met een schromelijk tekort aan geldmiddelen, op een gezonde basis berust en aan een reële behoefte beantwoordt. Zij biedt ongetwijfeld het grote voordeel te zorgen voor de recuperatie van een groot aantal gedemobiliseerden die, bij gebrek aan materieel, geen dienst meer zouden kunnen hervatten bij het Eerste Belgisch Legerkorps en die dank zij de MVG eersterangs opdrachten kunnen vervullen, met name door het vergemakkelijken van het transitoverkeer van de bondgenoten door ons land.

Vooraleer de zwakke punten van de MVG te belichten wenst hij de positieve punten te benadrukken.

— De organisatie is een succes op het vlak van de verdeling van de Regimenten : (één regiment per provincie en twee regimenten die de reserve uitmaken waarover de Commandant der Binnenlandse Strijdkrachten kan beschikken). De organisatie binnen die regimenten vertoont een grote soepelheid; dank zij het systeem van de tactische bataljons-staven kunnen bataljons worden samengesteld naar wens, al naar gelang van de opdrachten.

— De samenwerking met de rijkswacht, die noodgedwongen is tot stand gekomen (omwille van het gebruik van de TF- en radioverbindingen van de rijkswacht), verloopt uitstekend. Tijdens de oefeningen uitgevoerd door het 3^{de} Ardeense Jagers en het 6^{de} Linie is vastgesteld dat deze samenwerking, in vredetijd, reeds integraal en doeltreffend is.

— Dank zij het systeem van de wederoproeping dat thans in voege is, wordt een zeer hoog rendement behaald omdat de omkadering gebeurt door gespecialiseerd personeel en omdat een maximum aan middelen ter beschikking wordt gesteld van weinig omvangrijke eenheden.

— In haar oorspronkelijke opvatting zou de MVG voornamelijk moeten worden samengesteld via een gewestelijke aanwerving. Voor de aan de MVG opgedragen taken zou dit een bijzondere gunstige oplossing zijn en een heel voorname troef betekenen voor de bevelhebbers.

Tot daar de zeer positieve aspecten. Voor wat de zwakke punten van het systeem betreft, verklaart de heer Poswick dat het materieel ongetwijfeld de meeste problemen oproept.

— Voor de voertuigen werd een oplossing gevonden via de vorderingsprocedure, maar men moet er dan ook rekening mee houden dat er tijd nodig is om de voertuigen bijeen te brengen en de eenheid in te richten. Bovendien is de vereiste omvorming van die voertuigen om ze van radiotoestellen te voorzien een van de grootste problemen waarmee de verantwoordelijken voor het materieel te kampen hebben. Voor het onderhoud en het herstel van die voertuigen zou in de meeste gevallen een beroep moeten worden gedaan op burgerlijke garagehouders omdat reserveonderdelen ontbreken.

— Voor de bewapening zou uiteraard uitsluitend militair materieel gebruikt worden, maar de ouderdom van de gebruikte wapens is een heel ander probleem. De meeste gegradueerde beroepsmilitairen en de wapenmakers die de MVG-eenheden moeten omkaderen, hebben dat soort

d'armement, celui-ci était déjà déclassé dans les unités d'active lors de leur entrée sous les armes!

C'est très certainement dans le domaine des transmissions que la situation est la plus grave. En pratique on peut dire qu'à certains échelons les liaisons ne sont pas possibles. Le matériel actuellement employé était présenté comme dépassé et obsolète il y a vingt ans dans les unités d'active. Si un effort a été réalisé pour donner des moyens convenables aux Compagnies Para-Cdo, celles-ci ne peuvent plus que très difficilement entrer en contact avec les autres unités. Ces Compagnies emploient des postes radios du type GRC 9 ainsi que des PRC 10 alors que toutes les autres unités travaillent dans une autre bande de fréquences. C'est dans les Escadrons Recce que la situation est la plus dramatique. Un tel Escadron est appelé à travailler dans une zone pouvant aller jusqu'à 600 km² alors que seuls les chefs de P1 disposent d'un VRC (portée pratique : 5 à 6 km) et que les autres véhicules sont équipés de PRC 8 et de PRC 6 (portée pratique: 1000 m).

Il faut encore préciser que ces postes tombent très rapidement en panne lors de chaque rappel et qu'ainsi des P1 entiers sont portés disparus durant des heures. Si ces défaillances des moyens de liaison peuvent dans certains cas être corrigées par l'emploi du réseau de transmissions de la gendarmerie, il faut préciser que ce système supprime une grande partie de la mobilité des P1 et de plus, ce manque de liaison est particulièrement démotivant pour tous.

Après avoir évoqué les problèmes matériels, *M. Poswick* en vient au problème du personnel et plus particulièrement de la gestion du personnel. Il existe dès à présent une grande quantité d'Officiers de réserve formés en DMT.

Les recyclages ainsi que les cours capitaines/majors de réserve permettent à un grand nombre d'Officiers de réserve de participer à l'avancement dans le cadre spécifique de la DMT. Cette formation d'Officiers de réserve ne porte cependant pas de fruits car de graves lacunes existent au niveau des affectations. On constate en effet que beaucoup d'Officiers suivant les cours d'avancement n'ont pas d'affectation dans une unité DMT et que par contre beaucoup d'Officiers affectés à ces unités ignorent tout de la DMT. Il y a donc manifestement une perte de rendement à ce niveau. Comme signalé dans les «points forts» de la DMT, le recrutement régional serait un élément très favorable pour des raisons faciles à comprendre. Il faut toutefois signaler que dans la réalité on est loin d'un tel type de recrutement. Nous ne profitons donc pas de cet avantage réel. S'agit-il d'une erreur ou d'une volonté politique? Dans la situation actuelle cela entraîne une perte de crédibilité.

Après les problèmes de personnel et de matériel il faut, toujours selon *M. Poswick*, également se pencher sur l'aspect «motivation». Actuellement lorsqu'un officier de réserve est démobilisé, il retrouve la vie civile sans jamais avoir entendu parler de la DMT. Lorsqu'il découvre quelques années plus tard qu'il est affecté à la DMT, les renseignements qu'il peut obtenir autour de lui sont très défavorables et il ressent cette affectation comme une punition. Il est donc indispensable d'informer les Officiers de réserve durant leur service, et de leur dire pourquoi

wapens nooit leren kennen : het was in de actieve eenheden al gedeklasseerd toen zij dienst namen in het leger!

Op het vlak van de transmissies is de toestand ongetwijfeld het ergst. In de praktijk kan men zeggen dat de verbindingen op bepaalde echelons onmogelijk zijn. Het thans gebruikte materieel werd twintig jaar geleden in de actieve eenheden als achterhaald en verouderd voorgesteld. Een inspanning werd weliswaar geleverd om degelijke middelen aan de Compagnies Para-Cdo te geven, maar die kunnen nog slechts zeer moeilijk in contact treden met de andere eenheden. Die compagnies gebruiken radiotoestellen van het type GRC 9 en PRC 10, terwijl alle andere eenheden werken met een andere frequentieband. In de Recce-escadrons is de situatie rondt dramatisch. Die eskadrons moeten werken in een zone die 600 km² kan bestrijken, terwijl alleen de peletonchefs over een VRG beschikken (met een praktische draagwijdte van 5 tot 6 km) en de overige voertuigen uitgerust zijn met PRC 8 en PRC 6 (draagwijdte: 1.000 m).

Er zij voorts onderstreept dat die transmissieposten bij elke wederoproeping al gauw stukraken en dat hele pelotons daardoor gedurende uren als vermist worden opgegeven. Hoewel dergelijke tekortkomingen inzake transmissie in sommige gevallen kunnen worden opgevangen door het gebruik van het transmissienet van de rijkswacht, moet toch worden gepreciseerd dat zulks de mobiliteit van de pelotons grotendeels verlamt en dat het gebrek aan verbindingen bovendien zeer demotiverend werkt voor iedereen.

Na de materiële problemen te hebben opgesomd, snijdt de heer *Poswick* het probleem van het personeel aan, en in het bijzonder dat van het beheer van het personeel.

Er zijn thans heel wat reserveofficieren die in de MVG zijn opgeleid. De bijscholing en de cursussen reservekapitein/majoor bieden een groot aantal reserveofficieren de mogelijkheid aan de bevorderingen deel te nemen in het specifieke kader van de MVG. Die opleiding van de reserveofficieren werpt evenwel geen vruchten af omdat er op het vlak van de affectaties zeer grote leemten bestaan. Men stelt immers vast dat vele officieren na hun bevorderingscursussen geen affectatie krijgen in een MVG-eenheid en dat daarentegen veel officieren bij die eenheden worden ingedeeld zonder dat zij iets van de MVG kennen. Er is dus kennelijk een rendementsverlies op dat vlak.

Zoals in de «krachtlijnen» van de MVG werd aangestipt, zou de gewestelijke recrutering om voor de hand liggende redenen een zeer gunstig element zijn. Hierbij zij echter opgemerkt dat een dergelijk aanwervingstype in feite niet voor morgen is. Van dit reële voordeel wordt dus geen gebruik gemaakt. Is dat een vergissing of is hier politiek opzet in het spel? In de huidige toestand betekent zulks een verlies aan geloofwaardigheid.

Naast de vraagstukken inzake personeel en materieel dient ook aandacht te worden besteed aan de «Motivatie». Wanneer een reserveofficier thans gedemobiliseerd wordt, keert hij terug naar het burgerleven zonder ooit te hebben horen spreken van de MVG. Als hij enkele jaren later tot de bevinding komt dat hij bij de MVG geaffecteerd is, zijn de inlichtingen die hij daaromtrent verneemt, zeer ongunstig en voelt hij die affectatie als een straf aan. Het is dus volstrekt noodzakelijk de reserveofficieren tijdens hun diensttermijn voor te lichten en hun uit te

ils passeront presque tous à la DMT, ce qu'est exactement la DMT et quelle peut être leur carrière dans la réserve.

Il serait également nécessaire de promouvoir l'image de marque de la DMT, dans l'armée comme dans le civil, afin que l'on cesse d'assimiler la DMT à la « Volkssturm ».

Enfin si le système de rappel actuellement conçu par le 3 Chasseurs Ardennais et le 6 ligne a le grand avantage de donner des moyens à chaque unité, il a le grand désavantage d'empêcher toute cohésion au sein des Régiments de Province. Les unités de ces Régiments n'ont plus jamais l'occasion de travailler ensemble.

M. Poswick propose quelques améliorations possibles dans l'immédiat :

— Dans le domaine du matériel. Il est urgent de doter les unités d'un matériel de radio décent. Le principe semble acquis mais les moyens financiers manquent. En attendant, les postes VRC et PRC qui vont être remplacés dans les unités d'active constitueraient une bonne solution d'attente mais il semble que ces postes seront déclassés car les lampes ne seront plus fabriquées.

— Pour l'armement la situation est plus simple, les FAL récupérés suite à leur remplacement par la CAL pourraient être distribués à la DMT, de même que les FALO qui remplaceraient avantageusement les Mi.30.

— Les jeeps *Minerva* déclassées suite à leur remplacement par les *Iltis* pourraient être reconditionnées pour la DMT.

— Dans le domaine du personnel, une meilleure gestion du personnel de la réserve s'impose, les compétences des gens ne sont pas employées et les tableaux organiques semblent être honorés au hasard. Un recrutement régional s'impose.

— Dans le domaine de la motivation *M. Poswick* conclut qu'il y a beaucoup à faire et cela ne coûte rien. Il faut informer les officiers de réserve. Le passage à la DMT doit pouvoir être interprété comme étant une suite logique. En ce qui concerne l'information générale au sujet de la DMT, la tâche devrait être confiée au service de l'information; il y a beaucoup à faire. Enfin, pour en revenir au problème du recrutement régional, une modification du système actuel serait déterminante sur le plan de la motivation.

En réponse à cette intervention, qu'il trouve particulièrement positive, le *Ministre* déclare qu'il estime également qu'en ce qui concerne la réserve, un examen de conscience s'impose.

Ainsi qu'il l'a déjà déclaré, le *Ministre*, qui partage à cet égard les conceptions de *M. Poswick*, estime que la réserve peut prendre une part considérable dans la défense du territoire. Sa visite à la 12^{ème} brigade lui a par ailleurs inspiré de nombreuses questions, notamment en ce qui concerne le moment de l'appel, le délai d'avertissement

legger waarom bijna allen naar de MVG zullen gaan, wat het begrip MVG precies behelst en hoe hun loopbaan in het reservekader kan verlopen.

Ook het imago van de MVG dient te worden verbeterd en dat zowel bij het leger als in het burgerleven opdat de MVG niet langer als een soort « Volkssturm », zou worden beschouwd.

Ofschoon het thans door het 3^{de} Ardeense Jagers en het 6^{de} Linie geconcipeerde systeem van wederoproeping het grote voordeel biedt dat daardoor aan iedere eenheid middelen worden bezorgd, zit er ook een groot nadeel aan vast, met name dat iedere cohesie bij de regimenten erdoor verhinderd wordt. De eenheden van die regimenten hebben niet langer de gelegenheid om samen te opereren.

Voor de onmiddellijke toekomst stelt de heer *Poswick* enkele mogelijke verbeteringen voor :

— Op het gebied van het materieel. Het wordt hoog tijd dat de eenheden over behoorlijke radio-uitrusting kunnen beschikken. In principe schijnt men daartoe het besluit te hebben genomen, maar de financiële middelen ontbreken. In afwachting zouden de VRC- en PRC-toestellen, die bij de eenheden van de actieve strijdkrachten zullen worden vervangen, een degelijke oplossing vormen, maar het schijnt dat die toestellen uit de omloop zullen worden genomen omdat de lampen niet meer zullen worden vervaardigd.

— Op het gebied van de bewapening is de toestand eenvoudiger aangezien de FAL's die, wegens de vervanging ervan door de CAL's, gerecupereerd werden, aan de MVG zouden kunnen worden toegewezen en dat geldt ook voor de FALO, die de Mi.30 voordelig zouden vervangen.

— De *Minerva*-jeeps die wegens hun vervanging door de *Iltis* uit de circulatie worden genomen, zouden worden aangepast om door de MVG te worden gebezigd.

— Op het gebied van het personeel is het beleid inzake reservepersoneel nodig aan verbetering toe : de bekwaamheden van een ieder worden niet te baat genomen en met de organieke tabellen wordt slechts sporadisch rekening gehouden. De aanwerving zou op gewestelijke grondslag moeten gebeuren.

— Op het gebied van de motivatie, ten slotte, is de heer *Poswick* van oordeel dat er nog heel wat kan worden gedaan. Zulks hoeft niets te kosten. In de eerste plaats moeten de reserve-officieren geïnformeerd worden. De overgang naar de MVG moet als een logische voortzetting worden gezien. De algemene informatieverstrekking over de MVG zou moeten worden toevertrouwd aan de informatiedienst, want er is op dat stuk nog heel wat werk aan de winkel. Ook inzake de gewestelijke aanwerving, ten slotte, zou een wijziging van het huidige stelsel de motivatie op beslissende wijze kunnen beïnvloeden.

In antwoord op deze interventie die hij bijzonder positief vindt, verklaart de *Minister* akkoord te gaan met de stelling dat met betrekking tot de reserve een echt gewetensonderzoek zich opdringt.

Zoals eerder reeds verklaard, vindt de *Minister*, die ter zake de heer *Poswick*'s opvattingen deelt, dat de reserve een grote taak in de verdediging van het grondgebied op zich kan nemen. Zijn bezoek aan de 12^{de} Brigade heeft bij hem ten andere vele vragen opgeroepen onder meer in verband met het ogenblik van de oproeping, de

des appelés et, naturellement, le matériel. L'examen du budget de la Défense nationale amène *M. Uyttendaele* à formuler un certain nombre de considérations.

On peut déplorer, de manière générale, que ce budget ne reflète pas les besoins militaires découlant d'un concept interforces conforme aux obligations que nous avons contractées dans le cadre de l'OTAN, tels qu'ils figurent en priorité dans le DPQ (Defence Planning Questionary).

Même si le programme justificatif se réfère à la stratégie de dissuasion de l'OTAN et à la solidarité envers nos partenaires de l'Alliance atlantique, il serait difficile de soutenir que, telle qu'elle se présente dans le budget, la répartition des moyens entre les différentes forces est clairement basée sur des besoins définis en fonction de la menace. Il ne semble donc pas y avoir de lien logique entre le pourquoi de notre effort de défense et les moyens prévus pour concrétiser cet effort. Cette absence de concept interforces, qui a déjà été soulignée à plusieurs reprises lors de débats précédents et l'absence corrélative de répartition justifiée des moyens disponibles entre les différentes forces suscitent un certain nombre de questions :

1. Le Ministre ne craint-il pas qu'une telle politique laisse la porte ouverte à des solutions à court terme qui pourraient donner lieu à des abus et risqueraient de ne pas tenir compte de l'évolution du contexte international, d'autant plus que l'on semble maintenant renoncer à l'élaboration d'un plan décennal qui, bien que n'établissant pas non plus de lien entre la menace et les besoins qui en découlent, prévoyait malgré tout les investissements à long terme?

2. En ce qui concerne plus spécialement l'affectation de 15 milliards de crédits d'engagement, le Ministre ne craint-il pas que celle-ci ne soit que l'expression d'une vision à court terme et que l'on ne se lance dès lors dans des programmes d'investissements qui, d'ici quelques années, et peut-être déjà en 1988, -alors que les premiers crédits d'ordonnancement seront prévus-, ne répondront plus aux développements internationaux et aux besoins qui en découlent?

3. A-t-il été tenu compte, dans le cadre des économies approuvées par le Gouvernement dans le domaine de la Défense nationale, et auxquelles on peut d'ailleurs souscrire, du fait que la Belgique aurait éventuellement accepté un trop grand nombre de missions? Dans l'affirmative, sur quelle base et dans quels domaines abandonnera-t-on certaines missions? A quels achats et investissements militaires importants renoncera-t-on?

4. On peut ensuite affirmer que dans le cadre de ces économies, les moyens disponibles doivent être utilisés plus judicieusement, ce sur quoi le Ministre est d'ailleurs d'accord. Cela implique-t-il qu'à l'avenir, des achats manifestement inspirés par des considérations économiques nationales seront exclus, ou encore que l'on peut garantir que le budget de la Défense nationale ne sera plus, comme ceux d'autres départements, grevé des années durant par des achats qui ne répondent pas aux besoins urgents définis en fonction de la menace existante et des priorités de l'OTAN, comme ce fut notamment le cas pour

verwittigingstermijn van de opgeroepen en natuurlijk het materieel.

Het overlopen van de begroting van Landsverdediging roept bij de *heer Uyttendaele* een aantal bedenkingen op:

In het algemeen kan gezegd dat het te betreuren valt dat deze begroting geen weergave is van de militaire behoeften die voortvloeien uit een intermachtenconcept getoetst aan onze NAVO-verplichtingen, zoals in prioriteit vermeld in de DPQ (Defence Planning Questionary).

Al wordt in het verantwoordingsprogramma verwezen naar de NAVO-ontradringsstrategie en naar de solidariteit met onze partners van het Atlantisch Bondgenootschap kan er niettemin moeilijk beweerd worden dat de in de begroting opgenomen verdeling van de middelen over de onderscheidene krijgsmachtdelen duidelijk in functie staat van de op de bedreiging gebaseerde behoeften. Er lijkt dus geen logische samenhang te zijn tussen het waarom van onze defensie-inspanning en de daarvoor voorziene middelen. Wegens dit gebrek aan een intermachtenconcept, waarop reeds in vroegere debatten herhaalde malen werd gewezen, en bij gevolg aan een verantwoorde verdeling van de voorziene middelen over de onderscheidene krijgsmachtdelen, moeten een aantal vragen worden gesteld:

1. Vreest de Minister niet dat zulk een beleid de weg opent naar korte termijnoplossingen, die misbruiken in de hand zouden kunnen werken en waarbij men het risico loopt met de evolutie van de internationale context geen rekening te kunnen houden? Te meer daar men nu blijkbaar schijnt af te stappen van de opstelling van een tienjarenplan waarin niettegenstaande ook hier geen band werd gelegd tussen de bedreiging en de daaruit voortvloeiende behoeften, toch de investeringen op lange termijn werden gepland?

2. Meer in het bijzonder, wat de besteding van de 15 miljard BF vastleggingskredieten betreft, vreest de Minister niet dat deze slechts een uitdrukking zal zijn van een visie op korte termijn? En dat men zich bij gevolg zal lanceren in investeringsprogramma's die binnen enkele jaren, misschien reeds in 1988 op het ogenblik dat de eerste ordonnanceringskredieten zullen voorzien worden, niet meer aan de internationale ontwikkelingen en de daarop gebaseerde behoeften zullen beantwoorden?

3. Werd er, in het licht van de door de Regering goedgekeurde besparingen op het gebied van Landsverdediging, die trouwens kunnen onderschreven worden, mee rekening gehouden dat België eventueel te veel opdrachten op zich genomen heeft? Zo ja, op welke basis en op welke gebieden zullen bepaalde taken afgesloten worden? Van welke grote militaire aankopen en investeringen, zal er afgezien worden?

4. Verder kan gezegd dat met het oog op deze besparingen de beschikbare middelen oordeelkundiger moeten aangewend; iets waar de Minister mee instemt. Impliceert dit nu dat in de toekomst aankopen worden uitgesloten, die duidelijk geïnspireerd zijn door nationaal economische overwegingen? Of nog kan gewaarborgd worden dat de begroting van Landsverdediging, evenals die van andere departementen, niet meer jarenlang zal bezwaard worden door aankopen, zoals dit onder meer het geval was voor de 44 bijkomende F-16's van de Luchtmacht en de fregatten van de Zeemacht die niet beantwoorden aan uit de

les 44 F-16 supplémentaires de la force aérienne et pour les frégates de la force navale?

5. Enfin, ne s'indiquerait-il pas, en vue de parvenir à une politique de défense cohérente basée sur un large consensus et de garantir la continuité à nos forces armées, de soumettre à l'approbation du Parlement, pour le budget 1988, une analyse qui comprendrait les éléments suivants:

1° les développements pouvant survenir dans la situation internationale et avoir une incidence sur notre sécurité, et notamment l'apparition d'un déséquilibre dans les armements conventionnels en faveur des forces du Pacte de Varsovie, les négociations de Genève, la situation interne de l'U.R.S.S., la situation au Proche et au Moyen-Orient et les progrès technologiques;

2° la stratégie permettant de faire face aux menaces actuelles;

3° les besoins ainsi créés et les missions que la Belgique entend remplir;

4° les armements dont chaque force devrait disposer et les besoins auxquels ces armements répondent.

M. Uyttendaele estime qu'un budget qui serait le reflet des besoins militaires déterminés sur la base d'une telle analyse offrirait de meilleures garanties quant à une politique de défense cohérente et à une utilisation efficace des moyens disponibles.

Selon *le Ministre*, la dépense supplémentaire de 15 milliards en 1987 ne procède nullement d'une vision à court terme, mais résulte plutôt des restrictions budgétaires imposées à la Défense nationale et de la ferme volonté du Ministre de la Défense nationale de compléter les armements existants plutôt que d'exécuter de nouveaux programmes.

Le Ministre précise encore qu'il convient d'éviter à tout prix d'effectuer des achats militaires sur la base de considérations purement économiques et que c'est là, en effet, une des raisons pour lesquelles la politique menée par le passé s'est souvent avérée moins efficace.

L'analyse précise des besoins et des missions en fonction de l'évolution de la situation internationale est un souci constant de l'Etat-major général, qui, dans le cadre des travaux budgétaires, procède annuellement à la réactualisation du plan à long terme en tenant compte, d'une part, de l'évaluation de la menace et, d'autre part, des moyens budgétaires disponibles.

Le Ministre répète que l'étude «L'armée en l'an 2000» sera soumise à la Commission au printemps, à l'occasion de la discussion du budget pour 1988.

II. PERSONNEL

M. Denison pose des questions à propos des brevets délivrés par la Force aérienne. Pourquoi ces brevets ne sont-ils pas acceptés dans l'aviation civile, comme c'est le cas dans d'autres pays (notamment en Italie et en Allemagne de l'Ouest)?

bestaande bedreiging voortvloeiende dringende behoeften, getoetst aan de NAVO-prioriteiten?

5. Tenslotte, ten einde te komen tot een coherent defensiebeleid, gebaseerd op een ruime consensus, en ten einde de continuïteit aan onze strijdkrachten te waarborgen, zou het dan niet raadzaam zijn dat met het oog op de begroting 1988 aan het parlement een analyse ter goedkeuring wordt voorgelegd waarin volgende elementen vervat zijn :

— de ontwikkelingen die zich in de internationale toestand kunnen voordoen en een weerslag hebben op onze veiligheid onder meer het conventionele onevenwicht ten voordele van het Warschaupakt; de onderhandelingen te Genève; de interne situatie in de USSR; de toestand in het Nabije en Midden-Oosten; de technologische vooruitgang;

— de strategie om aan de bestaande bedreiging het hoofd te bieden;

— de behoeften die aldus worden gecreeërd en de opdrachten die België in dit licht wenst te vervullen;

— de wapensystemen waarover elke macht dient te beschikken en aan welke behoeften op deze manier wordt voldaan.

Het komt *de heer Uyttendaele* voor dat een begroting die een weergave is van de op basis van zulk een analyse bepaalde militaire behoeften betere waarborgen zal bieden voor een coherent defensiebeleid en voor een efficiënte aanwending van de beschikbare middelen.

Volgens *de Minister* is de bijkomende besteding van 15 miljard in 1987 geenszins een uitdrukking van een korte termijn visie maar vloeit veeleer voort uit de budgettaire beperkingen aan Landsverdediging opgelegd en uit de vaste wil van de Minister van Landsverdediging om eerder de reeds bestaande wapensystemen te vervolledigen dan wel tot de uitvoering van nieuwe programma's over te gaan.

De Minister voegt er aan toe dat militaire aankopen om louter economische overwegingen ten alle prijze moeten vermeden worden, en dat dit inderdaad een van de redenen is waarom in het verleden dikwijls minder efficiënt gewerkt werd.

Een nauwkeurige analyse van de behoeften en de opdrachten in functie van de evolutie van de internationale toestand is een voortdurende bezorgdheid van de Generale Staf die, rekening houdend met de evaluatie van de dreiging enerzijds en de beschikbare budgettaire middelen anderzijds, in het kader van de begrotingsactiviteiten jaarlijks overgaat tot de actualisering van het plan op langere termijn.

De Minister herhaalt dat de studie «Leger in het jaar 2000» in het voorjaar, ter gelegenheid van de bespreking van de begroting 1988, aan de Commissie zal voorgelegd worden.

II. PERSONEEL

De heer Denison heeft vragen omtrent de militaire luchtvaartbrevetten. Waarom worden deze brevetten niet geaccepteerd in de burgerluchtvaart? In andere landen (o.m. Italië en West-Duitsland) is zulks wel het geval.

En ce qui concerne l'équivalence entre les brevets des pilotes des avions-cargos militaires et les brevets de la SABENA, *le Ministre* déplore l'attitude corporatiste de l'Administration de l'aéronautique. Le Ministre des Communications a cependant donné son accord pour que cette question soit réglée sur le plan politique.

Le dossier sera finalisé dans les prochaines semaines. En contrepartie du geste fait par l'Administration de l'aéronautique, *le Ministre* accepte que les diplômés de l'école d'aviation civile puissent à nouveau accomplir leur service militaire comme pilote militaire au 15^{ème} Wing.

M. Van Wambeke demande si la création d'une unité Air Commandos ne concerne que le 15^{ème} Wing de Melsbroek.

Le Ministre répond que la création d'une unité Air Commandos ne concerne pas seulement le 15^{ème} Wing, mais aussi toutes les unités opérationnelles de la Force aérienne.

M. Van Wambeke demande s'il n'y aura pas un excédent de miliciens dans un proche avenir.

Le Ministre répond que, selon les prévisions de l'Etat-major général, il y aura, jusqu'en 1989, un léger excédent de miliciens qui se transformera en un déficit à partir de 1990. Il n'est plus possible, dans le cadre de la nouvelle loi sur la milice, de libérer le deuxième enfant d'une famille de six.

M. Van Hecke est, d'une manière générale, satisfait des mesures qui ont été prises pour revaloriser le service militaire. Il plaide cependant en faveur d'une réduction effective à deux mois du délai s'écoulant entre la sélection et l'instruction. Par ailleurs, il estime qu'au cours du service même, certains officiers et sous-officiers doivent être davantage disposés à collaborer à cette politique générale de revalorisation. Le même membre réclame en outre la suppression totale de toute discrimination entre ceux qui effectuent leur service militaire et ceux qui ne le font pas.

En ce qui concerne la revalorisation du service militaire, *le Ministre* déclare partager le point de vue de *M. Van Hecke*.

Des questions concernant la valorisation du service militaire sont également posées par d'autres membres (*MM. Tobback et Van Wambeke*).

Mme Lefebvre pose des questions plus spécifiques concernant les cours que les miliciens peuvent suivre pendant leur service. Ceux-ci sont-ils donnés par des enseignants spécialisés? Comment ces personnes sont-elles rémunérées?

Le Ministre répond que les cours qui ont été organisés dans certaines unités connaissent un grand succès, en particulier ceux aux de seconde langue et de mécanique automobile (cf. annexe I du présent rapport). Il fournit quelques données statistiques à ce sujet. Les frais de fonctionnement y afférents sont supportés par la Défense nationale, mais les traitements des enseignants civils sont payés par l'Education nationale.

Le Ministre déclare qu'il lui arrive régulièrement de visiter des unités à l'improviste pour se convaincre sur place du bon fonctionnement de cette politique de valorisation. L'engagement personnel du personnel de cadre est également essentiel à la réussite du plan de valorisation. Il souligne par ailleurs que les frais de fonctionnement

In verband met de gelijkwaardigheid van de brevetten tussen deze van de militaire transport piloten en deze van de SABENA klaagt *de Minister* de corporatistische houding van het Bestuur der Luchtvaart aan. De Minister van Verkeerswezen heeft evenwel zijn akkoord gegeven om op politiek vlak de zaak te regelen.

Het dossier zal een van de volgende weken gefinaliseerd worden. Als tegenprestatie ten overstaan van de geste van het Bestuur der Luchtvaart, verklaart de Minister zich akkoord om de gediplomeerden van de Burgerlijke Luchtvaartschool terug de mogelijkheid te bieden hun dienstplicht te vervullen als militair piloot in de 15^{de} Wing.

De heer Van Wambeke vraagt of de oprichting van een eenheid Air Commando's enkel voor de 15^{de} Wing te Melsbroek is bedoeld.

De Minister antwoordt dat de oprichting van een eenheid Air Commando's niet enkel bedoeld is voor de 15^{de} Wing maar wel voor alle operationele eenheden van de Luchtmacht.

De heer Van Wambeke vraagt of er in de nabije toekomst geen teveel aan dienstplichtigen kan worden verwacht. De Minister merkt op dat volgens de vooruitzichten van de Generale Staf een licht overschot zal bestaan tot in 1989 dat vanaf 1990 in een deficit zal omgebogen worden. De ontheffing voor het tweede kind van een gezin van zes is in het kader van de nieuwe diensplichtwet niet meer mogelijk.

De heer Van Hecke is meestal gelukkig met de maatregelen die genomen werden om de legerdienst te herwaarderen.

Hij pleit evenwel voor het effectief terugbrengen van de termijn tussen selectie en opleiding tot 2 maand. Verder is hij de mening toegedaan dat tijdens de dienst zelf sommige officieren en onderofficieren beter bereid moeten worden gevonden om mee te werken aan dit algemeen herwaarderingsbeleid. Hetzelfde lid pleit ook nog voor de volledige wegwerking van iedere discriminatie tussen zij die hun legerdienst verrichten en zij die het niet doen.

In verband met de herwaardering van de legerdienst betuigt *de Minister* zijn akkoord met de visie van de heer Van Hecke.

In verband met de valorisatie van de legerdienst hebben ook andere leden vragen gesteld (*de heren Tobback en Van Wambeke*).

Mevrouw Lefebvre heeft meer specifiek vragen bij de kursussen die de miliciens tijdens hun dienst kunnen volgen. Worden deze door gespecialiseerde leerkrachten gedoceerd? Hoe gebeurt de bezoldiging van die personen?

De Minister antwoordt dat de kursussen die in sommige eenheden werden ingericht een groot succes kennen, vooral deze van tweede taal en van automechanica (bijlage I van het verslag). Hij levert zelf enkele statistische gegevens hieromtrent. De werkingskosten hiervoor worden gedragen door Landsverdediging, maar de wedden van de burgerleerkrachten worden betaald door Nationale Opvoeding.

De Minister verklaart zelf regelmatig onverwachte bezoeken in de eenheden te brengen om zich ter plaatse van de goede werking van dit valorisatiebeleid te overtuigen. De inzet van het kaderpersoneel is natuurlijk ook doorslaggevend om het valorisatieplan te laten lukken. Hij wijst er verder op dat de werkingskosten met 2 miljard

ont été augmentés de 2 milliards de F et que cette augmentation profite à toutes les catégories de personnel.

Le Ministre cite, comme dernière d'une série de mesures prises dans le cadre de cette valorisation, un arrêté royal récent qui règle les déménagements des membres des F.B.A. (forces belge en Allemagne). Dorénavant, ces déménagements pourront être effectués par des firmes civiles avec remboursement des factures, au lieu de devoir être effectués par des miliciens et à l'aide de véhicules de l'armée.

M. Van Hecke demande des explications concernant le congé accordé aux miliciens pour qu'ils puissent se présenter chez un employeur. Cette mesure est-elle suffisamment appliquée dans la pratique ?

Le Ministre répond que, depuis le 1er mai, les miliciens disposent de trois jours pour se présenter chez un employeur et qu'ils sont bien entendu tenus de remettre une attestation.

Mme Lefebver constate que le Ministre a déjà tenté de porter la solde de 75 F à 112 F pendant les six premiers mois et de 100 à 150 F pendant les mois suivants. Ces montants paraissent toutefois encore très limités. Le montant de la solde ne pourrait-il être radicalement revu et éventuellement doublé ?

Le Ministre fait observer que la solde est de 125 F du premier au dernier jour et qu'elle n'est donc plus modifiée à partir du sixième mois comme c'était le cas précédemment. Il aimerait en augmenter le montant, mais son budget ne le lui permet pas.

Mme Lefebver pose des questions à propos de la prime journalière accordée au personnel du service de déminage. Le Ministre avait promis d'augmenter cette prime (qui s'élève à 408 F brut) de 50 % (elle serait donc de 612 F par jour de déminage). Ne peut-on trouver une solution plus sérieuse pour ces personnes ?

Le Ministre répond que son intention était de porter la prime accordée aux démineurs à 612 F, mais que des raisons budgétaires l'en ont empêché. Un amendement visant à libérer les crédits nécessaires afin que la prime puisse malgré tout être portée à 612 F a été déposé au Sénat lors de la discussion du budget de la Défense nationale pour 1987. Si le budget transmis par le Sénat est également adopté par la Chambre, la prime pourra être augmentée pour 1987. Etant donné l'annualité du budget, il sera néanmoins nécessaire, pour l'avenir, de modifier l'arrêté royal qui règle cette matière. Compte tenu de la réaction du Parlement à l'égard du problème, on peut espérer que le Ministre du Budget reverra sa position.

Mme Lefebver et *M. Van Steenkiste* ont plaidé en faveur d'un meilleur encadrement de certaines unités. Ils demandent si le Ministre partage leur point de vue.

L'encadrement des unités est également un problème qui doit trouver une solution. *Le Ministre* déclare qu'un effort a été consenti en ce qui concerne le recrutement d'officiers et de sous-officiers, mais que ses effets ne se feront sentir dans les unités qu'après un certain temps, c'est-à-dire après la période de formation. Il a également demandé à l'Etat-major général de transférer le plus de personnel possible des états-majors et des services vers les unités opérationnelles.

M. Van Steenkiste a constaté que, ces derniers temps, une part des moyens financiers destinés à couvrir les

werden verhoogd en dat dit aan alle personeelscategorieën ten goede komt.

Als laatste van een reeks maatregelen genomen in het kader van deze valorisatie haalt de Minister nog een onlangs verschenen koninklijk besluit aan dat de verhuizingen voor de leden van de BSD (Belgische strijdkrachten in Duitsland) regelt : vanaf nu zullen deze verhuizingen door burgerfirma's kunnen uitgevoerd worden met terugbetaling van de facturen, in plaats van te moeten gebeuren met miliciens en legervoertuigen.

De heer *Van Hecke* vraagt uitleg i.v.m. het zogenaamde « sollicitatieverlof ». Vindt die maatregel wel voldoende concrete toepassing ?

Wat het sollicitatieverlof betreft, antwoordt de *Minister* dat de dienstplichtige sinds 1 mei over 3 dagen kan beschikken om te solliciteren waarbij wel van hen gevraagd wordt een attest terzake voor te leggen.

Mevrouw Lefebver stelt vast dat de Minister reeds een poging gedaan heeft om de soldij van 74 F naar 112 F te verhogen tijdens de eerste zes maanden en van 100 F naar 150 F tijdens de volgende maanden. Deze bedragen blijven nochtans nog zeer beperkt. Kan deze soldij niet grondig worden herzien en eventueel verdubbeld ?

In verband met de soldij doet de *Minister* opmerken dat deze vanaf de eerste tot de laatste dag 125 BF. bedraagt en dat er bijgevolg geen wijziging meer optreedt vanaf de zesde maand zoals dit vroeger het geval was. Hij zou graag meer geven maar zijn budget laat dit niet toe.

Mevr. Lefebver heeft vragen i.v.m. de dagelijkse toelage voor het personeel van de ontmijningsdiensten. De Minister heeft vroeger beloofd de dagtoelage van 408 F (bruto) met 50 % te verhogen (d.i. 612 F per ontmijningsdag). Kan voor die personen geen ernstiger oplossing worden gevonden ?

Inzake de premie voor de ontminers verklaart de *Minister* dat het zijn bedoeling was deze op te trekken van 408 F naar 612 F, doch er deden zich moeilijkheden voor met de begroting. In de Senaat werd een amendement ingediend bij de bespreking van de begroting landsverdediging 87 teneinde de nodige kredieten ter beschikking te stellen om alsnog de verhoging tot 612 BF te doen plaatsvinden. Indien de door de Senaat overgezonden begroting ook door de Kamer wordt goedgekeurd, is de zaak in orde voor 1987. Gezien de begroting evenwel éénjarig is, is voor de toekomst toch een wijziging van het koninklijk besluit, dat deze materie regelt, vereist. Rekening houdende met de reactie van het Parlement in deze problematiek mag verwacht worden dat de Minister van Begroting zijn standpunt zal herzien.

Mevrouw Lefebver en de heer *Van Steenkiste* hebben gepleit voor een betere omkadering van bepaalde eenheden. Zij vragen of de Minister hun zienswijze deelt.

De *omkadering van de eenheden* is ook een probleem waarvoor een oplossing dient gezocht te worden. De *Minister* verklaart dat een inspanning werd geleverd met betrekking tot de rekrutering van officieren en onderofficieren maar dat deze inspanning zich eerst op termijn (d.w.z. na de opleidingsperiode) in de eenheden zal laten gevoelen. Ook heeft hij aan de Generale Staf gevraagd zoveel mogelijk personen uit de Staven en Diensten over te hevelen naar de operationele eenheden.

De heer *van Steenkiste* heeft vastgesteld dat de laatste tijd van de personeelsuitgaven financiële middelen worden

dépenses de personnel sont affectés au financement des dépenses d'investissement.

Une augmentation des dépenses de personnel de 2,10% a été prévue pour 1987 (ces dépenses passant de 46 à 48,1%), ce qui équivaut, en chiffres absolus, à 1,5 milliard. Cette somme correspondrait à l'impact de la revalorisation du service militaire.

Le service militaire a par ailleurs été prolongé, ce qui signifie que le nombre de volontaires de carrière diminuera systématiquement et sera ramené de 28 200 à 24 000 en 1990.

Les dépenses de personnel seront-elles de nouveau réduites à l'avenir?

Le Ministre estime que M. Van Steenkiste a raison quand il fait observer que les dépenses de personnel, exprimées en pourcentage de l'enveloppe globale, étaient moins élevées en 1986 (46%) qu'en 1985 (48,2%). Il constate toutefois que ce pourcentage atteint à nouveau 48,3% pour 1987 et 1988. Cette augmentation est due à diverses mesures qui ont été prises dans le cadre de la revalorisation du service militaire, notamment:

- l'augmentation de la solde;
- le recrutement d'un nombre plus élevé d'officiers et de sous-officiers afin de compenser le manque de personnel actuel;
- la normalisation des prestations.

Le Ministre fait observer que cette augmentation est cependant compensée en partie par une diminution progressive du nombre de volontaires de carrière (24 000 fin 1989 contre 28 200 en 1986). Le nombre de 24 000 volontaires de carrière doit en effet être considéré comme une limite.

M. Van Steenkiste souhaite que l'on élabore, pour le personnel militaire, un statut spécial qui serait basé sur le statut pécuniaire des agents de l'Etat et qui tiendrait compte de la spécificité de la profession militaire. Il demande si le Ministre partage ce point de vue.

En ce qui concerne le statut du personnel militaire, *le Ministre* reconnaît également la spécificité de la profession militaire. Il déclare toutefois que cette reconnaissance doit se traduire dans la rémunération, ce qui en fait un problème budgétaire qu'il faudra résoudre dans les années à venir tant en ce qui concerne l'armée, qu'en ce qui concerne la gendarmerie.

Mme Lefebvre attire l'attention sur les propositions de loi prévoyant la désignation de conseillers laïques et demande quel est le point de vue du Ministre dans ce domaine.

En ce qui concerne les conseillers laïques, *le Ministre* précise qu'il a pris l'initiative de faire rédiger un projet de loi portant création d'un service de conseillers moraux dans les forces armées. Contrairement à la proposition de loi Lefebvre-Cortois, qui ne porte que sur les conseillers non confessionnels, ce projet de loi tend à accorder un statut aux conseillers confessionnels et non confessionnels.

Ce projet de loi est actuellement au stade du contrôle administratif et budgétaire et sera soumis ensuite à l'avis du Conseil d'Etat. Le Ministre prévoit néanmoins que le

ontnomen om de investeringsuitgaven te financieren.

Voor 1987 is een verhoging van de *personeelsuitgaven* voorzien van 2,10% (van 46% naar 48,1%), wat in absolute cijfers neerkomt op 1,5 miljard. Dit bedrag zou overeenkomen met de «revalorisatie van de legerdienst».

Doch hiertegenover staat dat de verlenging van de legerdienst werd doorgevoerd. En hierdoor zal het aantal beroepsvrijwilligers stelselmatig verminderd worden van 28 200 tot 24 000 in 1990.

Zal er in de toekomst opnieuw gesnoeid worden in de personeelsuitgaven?

De Minister gaat akkoord met de opmerking van de heer Van Steenkiste dat in 1986 de *personeelsuitgaven* in procenten van de globale enveloppe uitgedrukt (46%) lager waren dan in 1985 (48,2%). Voor 1987 en 1988 constateert de Minister evenwel dat dit percentage terug stijgt tot 48,3%. Deze procentuele verhoging is te wijten aan verscheidene maatregelen getroffen in het kader van de valorisatie van de militaire dienst ondermeer :

- de verhoging van de soldij;
- een verhoging van de rekrutering officieren en onder officieren teneinde de bestaande tekorten op te vangen;
- de normalisatie van de prestaties.

De Minister doet opmerken dat deze stijging nochtans gedeeltelijk wordt gecompenseerd door een progressief terugbrengen van het aantal beroepsvrijwilligers, 28 200 in 1986 tot 24 000 einde 1989. Het aantal van 24 000 BV moet inderdaad als een limiet beschouwd worden.

De heer Van Steenkiste pleit voor een bijzonder statuut ten behoeve van het militair personeel dat aanleunt op het geldelijk statuut van het Rijkspersoneel enerzijds en waarbij rekening wordt gehouden met de specificiteit van het militair beroep anderzijds. Hij vraagt of zulks ook de zienswijze van de Minister is.

Wat het statuut van het militair personeel betreft onderschrijft *de Minister* de erkenning van de specificiteit van het militair beroep. Hij stelt evenwel dat deze erkenning haar weerslag moet vinden in de bezoldiging, hetgeen er een budgettair probleem van maakt waarvoor zowel voor het leger als voor de Rijkswacht een oplossing dient gevonden te worden in de komende jaren.

Mevrouw Lefebvre vraagt aandacht voor de wetsvoorstellen inzake de lekenraadgevers bij het leger en vraagt welke de zienswijze van de Minister in deze zaak is.

Wat de «lekenraadgevers» betreft zegt *de Minister* een initiatief genomen te hebben door het laten uitwerken van een wetsontwerp houdende de oprichting van een dienst morele raadgevers bij de Krijgsmacht dat zowel het statuut van de confessionele als de niet-confessionele raadgevers omvat, in tegenstelling met het wetsvoorstel Lefebvre-Cortois dat enkel handelt over de niet-confessionele raadgevers.

Dit wetsontwerp bevindt zich momenteel in het stadium van de administratieve en begrotingscontrole en zal nadien voor advies aan de Raad van State moeten overgemaakt

projet en question pourra être soumis au Parlement — en principe d'abord à la Chambre des représentants — à la fin de cette année ou au début de l'année prochaine.

Mme Lefebver constate qu'un militaire «temporaire» ne perçoit que l'allocation de chômage minimale pour les services temporaires qu'il a accomplis à l'armée. Cette situation n'est-elle pas antisociale? Ne pourrait-on modifier la loi du 28 juin 1960 relative à cette matière?

Le Ministre déclare qu'il est conscient des problèmes que rencontrent les membres du cadre temporaire de l'armée lorsqu'ils retournent à la vie civile. On étudie actuellement la possibilité de supprimer le statut de cadre temporaire et de le remplacer par un autre régime. En ce qui concerne la sécurité sociale, il trouve anormal qu'après dix années de service, les membres du cadre temporaire ne puissent bénéficier que de l'allocation de chômage minimale. Cette matière relève toutefois d'autres départements avec lesquels il est en contact afin d'apporter à ce problème une solution qui soit favorable au personnel.

Mme Lefebver estime qu'en ce qui concerne l'interruption de carrière, les militaires appointés doivent bénéficier du même traitement que les membres du personnel des organismes d'intérêt public. Elle demande quel est le point de vue du Ministre en la matière.

Le Ministre répond qu'il voit mal comment l'interruption de carrière pourrait être instaurée à la Défense nationale, étant donné la spécificité de l'armée.

Mme Lefebver et *M. Vansteenkiste* ont posé des questions au sujet de la normalisation des prestations. Alors que tous les agents des services publics ont acquis le droit à la semaine de 38 heures, le personnel des Forces armées en est toujours privé. Il est vrai que des problèmes peuvent se poser en raison des missions spécifiques qui sont confiées aux militaires.

Il est vrai aussi que la prolongation du service militaire oblige les militaires de carrière qui assurent l'encadrement des miliciens à passer plus de temps à la caserne, alors que le reste du personnel travaille 38 heures par semaine et eux 40 heures. *Mme Lefebver* estime que même une augmentation minime du salaire serait, eu égard à cette discrimination, critiquable. Il faudrait régulariser d'urgence cette situation.

M. Vansteenkiste déclare que le personnel militaire ne peut accepter ni la manière dont est calculé le temps qui est pris en considération pour la fixation de l'indemnité, ni les différents taux, qui ne sont pas basés sur la nature des prestations mais sur la rémunération du personnel concerné. *M. Vansteenkiste* dénonce une fois encore la discrimination dont est toujours victime le personnel militaire par rapport au reste du personnel de la Défense nationale.

Le temps de travail est encore toujours plus long pour le personnel militaire que pour le reste du personnel de la Défense nationale.

Pour le même traitement, le personnel militaire doit en fait travailler 40 heures par semaine au lieu de 38 heures par semaine. Lorsqu'on examine le barème de rémunération des prestations supplémentaires, on constate que le montant pour une prestation continue de 24 heures équivaut à 5, 3 ou 2 heures de traitement, selon la nature

worden. Toch voorziet de Minister dat einde dit jaar of begin volgend jaar het desbetreffende wetsontwerp aan het Parlement zal kunnen voorgelegd worden, in principe eerst in de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Mevrouw Lefebver stelt vast dat een «tijdelijk» militair slechts de minimum werkloosheidsuitkering ontvangt voor de tijdelijke diensten die hij bij het leger volbracht. Is zulks geen a-sociale toestand? Kan de wet van 28 juni 1960 ter zake niet worden gewijzigd?

De Minister verklaart zich bewust te zijn van de problemen die de leden van het tijdelijk kader ontmoeten bij de terugkeer naar het burgerleven. Momenteel onderzoekt men de mogelijkheid het statuut tijdelijk kader af te schaffen en te vervangen door iets anders. In verband met de maatschappelijke zekerheid voor dit kader vindt hij het ook ongehoord dat na tien jaar deze mensen slechts aanspraak kunnen maken op een minimum werkloosheidsuitkering. Een aanpassing hiervan hangt echter af van andere departementen, waarmee hij ten andere in contact is om deze zaak ten gunste van het personeel te regelen.

Mevrouw Lefebver vindt dat de weddetrekkende militairen in verband met de onderbreking van de beroepsloopbaan op dezelfde manier moeten worden behandeld als personeelsleden van instellingen van openbaar nut. Zij vraagt welke de zienswijze van de Minister ter zake is. Met betrekking tot de «loopbaanonderbreking» stelt *de Minister* dat gezien de specificiteit van het leger, hij moeilijk inziet hoe dit systeem in Landsverdediging zou kunnen ingevoerd worden.

Mevrouw Lefebver en *de heer Van Steenkiste* hebben vragen gesteld i.v.m. de normalisatie van de prestaties.

Terwijl alle personeelsleden in de overheidsdiensten het recht hebben verworven een 38-urenweek te presteren, blijft het personeel van de krijgsmacht hiervan nog steeds verstoken.

Dat aan de militairen specifieke opdrachten worden toevertrouwd, die eventuele problemen kunnen meebrengen, is een feit. De verlenging van de dienstplicht, waardoor de beroepsmilitairen die instaan voor de begeleiding van de dienstplichtigen langer in de kazerne moeten blijven, terwijl het overige personeel 38 uur presteert en zij 40 uur per week, is eveneens een feit.

Zelfs een minieme verhoging van het uurloon is, volgens *Mevrouw Lefebver*, tegen deze discriminatie niet goed te keuren. Deze toestand zou spoedig moeten geregulariseerd worden. Volgende grieven blijven, aldus *de heer Van Steenkiste*, bij het militair personeel bestaan. Zij gaan niet akkoord met de manier waarop de tijd berekend wordt die in aanmerking wordt genomen voor het vaststellen van de vergoeding.

Ook gaan zij niet akkoord met de verschillende tarieven, die niet gesteund zijn op de aard van de prestaties, doch op de bezoldiging van de betrokken personeelsleden.

Voor dezelfde wedde moet het militair personeel in feite 40 uren/week presteren in plaats van 38 uren/week. Wanneer het tarief wordt bekeken dat betaald wordt voor bijkomende prestaties, wordt vastgesteld dat het tarief voor een doorlopende prestatie van 24 uren neerkomt op de waarde van de wedde, van 5 uren naargelang de

des prestations (manœuvre, exercice ou garde). Lorsque les prestations sont effectuées en «service intérieur» pendant un week-end ou un jour férié — et au-delà du temps normal de travail —, l'indemnité se monte à 3/1850ièmes du traitement annuel brut.

Toutefois, les heures supplémentaires prestées ne sont, dans ce cas, pas compensées en temps. Celui qui a presté 64 heures pendant la semaine (les 40 heures normales + 24 heures pendant le week-end) ne reçoit aucune compensation. Celui qui effectue une prestation analogue au cours de la semaine de travail proprement dite se voit gratifié d'une compensation de 8 heures en temps. Des améliorations importantes ne peuvent-elles être apportées à ce système? Faut-il attendre jusqu'en mai 1988 avant qu'on ne procède à une évaluation à ce sujet?

En ce qui concerne la normalisation des prestations — qui devrait coûter 750 millions de F par an —, le *Ministre* maintient qu'en dépit de certaines affirmations, le nouveau régime entraînera une amélioration pécuniaire substantielle pour le personnel concerné. A titre d'exemple, un jeune sergent qui, dans l'ancien système touchait une allocation brute d'environ 7 700 F pour 12 jours de manœuvres, touche environ 15 000 F bruts dans le système actuel.

Le *Ministre* confirme qu'il procédera à une évaluation du nouveau système avec les syndicats au cours du printemps 1988. Il n'est pas exclu que certains correctifs soient apportés au système à la suite de cette évaluation. L'instauration de la semaine des 38 heures pourrait éventuellement aussi être abordée à cette occasion.

III. FONCTIONNEMENT

M. *Pepermans* constate que la construction de nouveaux logements à Florennes se poursuit. Il estime que cela est inacceptable dans le contexte actuel de désarmement. Il fait par ailleurs observer que ces constructions se font au détriment d'un site boisé.

Le *Ministre* répond que la construction des nouvelles maisons destinées aux militaires américains à Florennes se poursuivra comme prévu tant que l'accord relatif au démantèlement des INF n'aura pas été signé.

MM. *Pepermans* et *Tobback* posent une série de questions à propos de la construction d'un hôpital militaire américain à Glabbeek-Zuurbemde.

Où en est la situation? A-t-on déjà exproprié certains terrains à cet effet? S'agit-il de terrains agricoles? Les autorités belges ont-elles leur mot à dire? Comment cet hôpital sera-t-il exploité?

M. de *Monceau de Bergendal* fait remarquer que tant les moyens financiers que le personnel de l'hôpital militaire sont équivalents à ceux mis en œuvre dans la force navale. Il se demande s'il ne conviendrait pas d'utiliser davantage l'infrastructure hospitalière civile existante.

aard van de geleverde prestaties (maneuver) van 3 uren (oefening) van 2 uren (wacht). Wanneer de prestaties geleverd worden in «Inwendige Dienst» tijdens een week-end of een feestdag — en boven op de normale arbeidstijd — worden 3/1850sten van de bruto-jaarwedde als vergoeding toegekend.

De nog steeds bestaande discriminatie van het militair personeel t.o.v. het ander personeel op Landsverdediging wordt nogmaals door de heer Van Steenkiste aangeklaagd. Voor het militair personeel is de arbeidsduur nog altijd langer dan voor het ander personeel van Landsverdediging. Doch de gepresteerde overuren worden in dit geval niet-gecompenseerd in tijd. Iemand die 64 uren gepresteerd heeft in de week (zijn normale 40 uren + 24 uren tijdens het week-end) ontvangt geen enkele compensatie. Iemand die een gelijkaardige prestatie levert tijdens de eigenlijke werkweek, wordt hiervoor 8 uren aangerekend in tijd. Kunnen aan dit systeem geen belangrijke verbeteringen worden aangebracht? Moet men tot mei 1988 wachten vooraleer hierover een evaluatie wordt gemaakt?

Wat de normalisatie van de prestaties betreft - die 750 miljoen per jaar zal kosten - houdt de *Minister* staande dat, wat ook moge beweerd worden, het nieuwe stelsel een pecuniair substantiële verbetering inhoudt voor het betrokken personeel. Hij geeft hier het voorbeeld van een jong sergeant die, onder het oude systeem voor een periode van 12 dagen manœuvres een toelage trok van ± 7 700 BF bruto, en onder het huidige systeem ± 15 000 F bruto.

De *Minister* bevestigt dat in het voorjaar 1988 samen met de syndicaten tot een evaluatie van het nieuwe systeem zal overgegaan worden waarbij corrigerende maatregelen niet uitgesloten zijn. Bij die gelegenheid kan eventueel ook over de invoering van de 38-uren week gepraat worden.

III. WERKING

De heer *Pepermans* stelt vast dat met de bouw van nieuwe woningen in Florennes wordt doorgegaan. Hij vindt zulks in de huidige ontwapeningssfeer onverdedigbaar. Hij merkt verder op dat zulks ten laste van een bosrijke omgeving gebeurt.

Voor wat Florennes betreft verklaart de *Minister* dat de constructie van de nieuwe woningen ten voordele van de Amerikaanse militairen doorgaat zoals gepland, zolang het akkoord in verband met de ontmanteling van de INF niet ondertekend is.

De heer *Pepermans* en de heer *Tobback* hebben vragen i.v.m. het bouwen van een Amerikaans militair ziekenhuis te Glabbeek-Zuurbemde.

Hoever staat men hiermee, werden reeds terreinen hiervoor onteigend? Gaat het om landbouwgronden? Heeft de Belgische overheid daarbij inspraak? Hoe zal dit hospitaal worden geëxploiteerd?

De heer du *Monceau de Bergendal* merkt op dat zowel de financiële middelen als het personeelsbestand van het militaire ziekenhuis evenwaardig zijn aan die welke in de zeemacht worden aangewend. Hij vraagt zich af of het niet verkieslijk zou zijn, de bestaande civiele ziekenhuisinfrastructuur meer te gebruiken.

Le Ministre répond qu'il n'a pas été contacté par les autorités américaines en ce qui concerne la construction éventuelle d'un hôpital américain à Glabbeek-Zuurbeemd. Il croit néanmoins savoir que dans le cadre des exercices «Reforger», les Américains souhaitent disposer d'hôpitaux «en veilleuse» qui ne seraient mis en activité qu'à l'occasion de ces exercices. Selon le Ministre, les Américains envisageraient plutôt d'adapter l'infrastructure existante plutôt que de construire de nouveaux hôpitaux.

M. Pepermans est adversaire de la doctrine de dissuasion de l'OTAN et plaide en faveur d'une zone démilitarisée en Europe. La défense militaire devrait être réduite au minimum. Quel est le point de vue du Ministre à ce sujet?

M. Féaux demande s'il a été question du retrait des troupes belges d'Allemagne au cours de la dernière rencontre entre le Premier Ministre, M. Martens, et le chancelier Kohl, en République fédérale d'Allemagne. Comment une telle mesure pourrait-elle être compensée financièrement?

Le Ministre considère qu'un retrait éventuel des forces armées belges stationnées en République fédérale d'Allemagne constituerait le signal politique le plus négatif qui pourrait être donné aux alliés dans le contexte actuel. Il est essentiel, dans le système de défense actuel, que la Belgique reste en première ligne aux côtés de ses partenaires pour parer un éventuel premier choc.

Le retrait entraînerait en outre d'énormes dépenses d'infrastructure, qui pourraient se situer entre 45 et 50 milliards. Le Ministre fait à cet égard allusion à Marche-en-Famennes et Bourg-Léopold.

Le Ministre déclare par ailleurs qu'à l'occasion des discussions qu'il a eues au sujet de la suppression des unités NIKE, il a assuré aux alliés que les troupes belges resteraient en Allemagne.

Les frais de fonctionnement des troupes stationnées en RFA sont groupés dans le budget sous les articles 12.28 et 12.29 et représentent environ 6 milliards de F. Les frais supplémentaires spécifiques qui résultent de ce stationnement ont trait aux salaires qui sont payés à la main-d'œuvre civile et aux indemnités d'éloignement allouées au personnel militaire; ces frais s'élèvent à environ 2,5 milliards de F (budget 1987, p. 76, art. 12.28 - postes 1 et 2).

Le Ministre fait observer qu'il a été convenu, lors de la visite du chancelier Kohl en mars dernier, de créer un groupe de travail en vue de partager les dépenses nécessitées par la modernisation d'une série d'installations militaires en Allemagne. Ce groupe de travail vient de commencer ses travaux.

M. Denison pose des questions au sujet du déséquilibre qui existe, en matière d'armes conventionnelles, entre les pays de l'OTAN et ceux du Pacte de Varsovie. Ce déséquilibre est-il aussi important que certains milieux le prétendent ?

En ce qui concerne les euromissiles, *le Ministre* souligne qu'une fois l'accord signé, nous nous retrouverons dans la situation d'avant 1979, ce qui mettra automatiquement en évidence le déséquilibre flagrant dans le domaine de l'armement conventionnel. A cet égard, le Ministre attend

Wat de eventuele constructie van een ziekenhuis ten behoeve van de Amerikanen te Glabbeek-Zuurbeemd aangaat, beweert *de Minister* niet door de Amerikaanse instanties benaderd geweest te zijn. Hij meent echter te weten dat de Amerikanen in het kader van de REFORGER-oefeningen zouden willen beschikken over zogenaamde "slapende ziekenhuizen" die enkel ter gelegenheid van deze oefeningen zouden geactiveerd worden. *De Minister* meent dat de Amerikanen eerder denken aan een bestaande aanpasbare infrastructuur en dat ze niet overwegen nieuwe hospitalen te bouwen.

De heer Pepermans pleit voor een gedemilitariseerde zone in Europa. Zeker zou de militaire verdediging tot een minimum dienen te worden herleid. Hoe denkt de Minister hierover ?

De heer Féaux vraagt of er sprake is geweest tijdens de recente ontmoeting in de Duitse Bondsrepubliek tussen Premier Martens en kanselier Kohl van het terugtrekken van de Belgische troepen uit Duitsland. Hoe zouden de financiële compensaties van een dergelijke maatregel kunnen worden uitgewerkt ?

Een eventueel terugtrekken van Belgische Strijdkrachten die in de Duitse Bondsrepubliek gestationeerd zijn aanziet *de Minister* als zijnde het meest negatieve politieke signaal dat in de gegeven omstandigheden aan de bondgenoten zou kunnen gegeven worden; essentieel blijft in het huidige verdedigingsconcept dat België samen met de partners in de voorste linies aanwezig blijft om een eventuele eerste schok op te vangen.

Daarenboven zou de terugtrekking enorme infrastructuuruitgaven met zich brengen die geschat kunnen worden op 45 à 50 miljard. De Minister verwijst hiervoor naar Marche-en-Famennes en Leopoldsborg.

De Minister verklaart ook dat hij ter gelegenheid van zijn besprekingen omtrent de opheffing van de NIKE-eenheden bij de bondgenoten de verzekering gegeven heeft dat de Belgische troepen in Duitsland zullen blijven.

De werkingskosten van de in de DBR gestationeerde troepen zijn in de begroting gegroepeerd onder de artikelen 12.28 en 12.29 en vertegenwoordigen ongeveer 6 miljard frank. De specifieke meerkosten die voortvloeien uit deze stationering betreffen de lonen die er aan de burgerarbeidskrachten worden uitbetaald en aan de verwijderingsvergoedingen voor het militair personeel; ze belopen ± 2,5 miljard frank (begroting 87 - pagina 76 - Art 12.28 - posten 1 en 2).

De Minister doet opmerken dat ter gelegenheid van het bezoek van bondkanselier Kohl in maart laatstleden afgesproken werd een werkgroep op te richten omtrent de verdeling van de betalingen van de modernisaties die aan een reeks militaire installaties in Duitsland moeten gerealiseerd worden. Deze werkgroep is onlangs met haar werkzaamheden gestart.

De heer Denison stelt vragen i.v.m. het onevenwicht inzake conventionele wapens tussen de NAVO-landen en de Warschau-pakt-landen. Is dit onevenwicht wel zo groot als in bepaalde kringen wordt beweerd?

In verband met de Euroraketten verklaart *de Minister* dat, eenmaal het akkoord ondertekend, we ons in de toestand van vóór 1979 zullen bevinden waardoor automatisch het flagrante onevenwicht inzake conventionele bewapening terug te voorschijn komt. In dit verband

de l'Union soviétique qu'elle réduise plus que proportionnellement ses forces armées, et principalement sa Force navale, qu'elle a fortement développée ces dernières années.

M. Tobbac s'intéresse à l'envoi de notre Force navale dans le Golfe. Il estime qu'il n'y avait pas de crédits disponibles pour cette mission, les crédits provisoires ne permettant pas de financer de nouvelles initiatives. Dans cette affaire, le Gouvernement a fait fi de la légalité et a de nouveau ignoré le Parlement.

Le Ministre fait observer que l'envoi de navires dans le Golfe ne constitue pas une « nouvelle initiative », étant donné que les crédits nécessaires à la réalisation des normes opérationnelles de la Force navale figurent au budget de 1987 qui a été déposé.

MM. du Monceau de Bergendal et *Tobbac* interrogent le Ministre sur la réalisation de nos objectifs militaires. Nos moyens sont-ils bien utilisés? Notre politique d'achat est-elle judicieuse? Notre pays n'a-t-il pas accepté trop de missions? Il semble en effet qu'avec un budget similaire, les Pays-Bas parviennent à réaliser beaucoup plus d'objectifs.

En ce qui concerne la comparaison avec les Pays-Bas et la question de savoir si la Belgique n'a pas accepté trop de missions ou n'a pas mené une mauvaise politique en matière d'achats, *le Ministre* répond qu'il faut se livrer à un examen de conscience permanent, mais qu'après le choc provoqué par le retrait des missiles NIKE, il vaut mieux observer une certaine pause avant de procéder à d'autres réductions éventuelles.

Le Ministre précise qu'un groupe de travail dirigé par le Chef de l'Etat-major général réalise une étude sur « L'armée en l'an 2000 », qui sera sans doute terminée pour le printemps. *Le Ministre* se déclare disposé à examiner à ce moment les résultats de cette étude au sein de la commission.

M. Tobbac estime que l'école des cadets de Lierre pose dans son intégralité le problème de l'opportunité d'une formation militaire spécifique.

La suppression du volet flamand de cette formation irait à l'encontre du Régent l'arrêté du 17 septembre 1948, qui prévoyait explicitement l'équilibre linguistique. L'arrêté royal du 13 mai 1955 traduisait tout aussi manifestement le souci d'équilibre linguistique. En supprimant cette section régionale de Lierre, le Ministre outrepasserait ses compétences. *M. Tobbac* demande si la décision du Ministre en la matière est irréversible.

M. Hermans fait remarquer que plusieurs tentatives de transfert de cette école ont précédemment échoué.

L'école des cadets est une « école » qui délivre des diplômes homologués. Elle ne peut dès lors avoir une direction bilingue, comme c'est le cas actuellement, ni des services d'étude bilingues. La commission d'homologation devra d'ailleurs examiner la légalité de cette situation. Il y a 200 cadets à Lierre et 120 à Laeken. De nombreux

verwacht de Minister vanwege de Sovjets een meer dan proportionele vermindering van hun Strijdkrachten voornamelijk in het domein van de zeestrijdkrachten die in het jonge verleden een aanzienlijke uitbreiding hebben gekend.

De heer Tobbac heeft het over de "Golfexpeditie" van onze zeemacht. Volgens hem waren voor deze zending geen kredieten voorhandig. De voorlopige kredieten laten immers geen financiering toe van nieuwe initiatieven. De regering heeft in dezen geen rekening gehouden met de wettelijkheid ter zake en het Parlement nogmaals terzijde gelaten.

De Minister stelt dat het zenden van schepen naar de Golf geen "nieuw initiatief" betreft gezien de kredieten nodig voor het realiseren van de operationele normen van de Zeemacht opgenomen zijn in de neergelegde Begroting 1987.

De heren du Monceau de Bergendal en *Denison* hebben vragen gesteld i.v.m. het realiseren van onze militaire objectieven. Worden onze middelen wel goed besteed? Verloopt ons aankoopbeleid wel keurig? Heeft ons land niet teveel taken op zich genomen?

Met een gelijkaardige begroting schijnen de Nederlanders immers heel wat meer objectieven te kunnen realiseren.

In verband met de gemaakte vergelijking met Nederland en de vraag of België te veel opdrachten op zich genomen heeft dan wel een slechte aankooppolitiek gevoerd heeft, antwoordt *de Minister* dat een voortdurend gewetensonderzoek nodig is doch dat het beter is, na de schok veroorzaakt door de opheffing van de NIKE's, een tijdje stoom af te blazen vooraleer tot eventuele bijkomende verminderingen over te gaan.

De Minister verklaart dat een werkgroep onder leiding van de Chef van de Generale Staf een studie maakt over "Het leger in het jaar 2000" die mogelijk tegen het voorjaar zal beëindigd zijn. *De Minister* verklaart bereid te zijn op dat ogenblik in de Commissie de resultaten van deze studie te bespreken.

De kadettenschool in Lier stelt volgens *de heer Tobbac* het volledige probleem van de opportuniteit van een specifieke militaire opleiding in vraag.

Het Vlaamse deel in die opleiding afschaffen kan strijdig zijn met het Regentsbesluit van 17 december 1948 dat een uitdrukkelijk taalevenwicht voorstond. Ook in het koninklijk besluit van 13 mei 1955 was een taalevenwicht-bekommernis duidelijk merkbaar. Met het afschaffen van die regionale afdeling in Lier zou de Minister zijn bevoegdheid te buiten gaan. *De heer Tobbac* vraagt of de beslissing van de Minister ter zake onomkeerbaar is geworden.

Volgens *de heer Hermans* zijn er in het verleden reeds herhaalde pogingen tot overheveling van deze school geweest, die telkens gestrand zijn.

De kadettenschool is een "school" die gehomologeerde diploma's aflevert. Zij kan derhalve geen tweetalige direktie hebben zoals dit nu geval is noch tweetalige studiediensten. De homologatiecommissie zal de wettelijkheid daarvan trouwens moeten onderzoeken. In Lier zijn er 200 kadetten, in Laeken 120. Vele investeringen gebeurden

investissements ont été consentis récemment à Lierre et il y a suffisamment de place pour y transférer les 120 cadets de Laeken.

Depuis sa création, l'école des cadets a formé 1400 officiers flamands. La formation qui y est dispensée est excellente et le pourcentage de réussite y est deux fois plus élevé qu'à Laeken. Cette école constitue un symbole pour la Flandre. Elle ne peut dès lors être sacrifiée au «caprice» de quelques officiers généraux.

En réponse aux déclarations de MM. Tobback et Hermans *le Ministre* fait observer qu'il n'a jamais pris et ne prendra jamais de décision anti-flamande, anti-wallonne ou anti-bruxelloise.

Il n'a pas l'intention de faire de la provocation communautaire. Les techniciens de la Défense nationale prétendent depuis quelques années déjà, à tort ou à raison, que ces transferts permettront de réaliser un certain nombre de rationalisations.

La raison d'un transfert éventuel de Lierre à Laeken n'a donc rien à voir avec le nombre des officiers flamands, dont la proportion est par ailleurs très favorable chez les jeunes. Cette opération n'est envisagée que pour des raisons de rationalisation, de bonne organisation et d'économies.

Le Ministre constate néanmoins que cette affaire est un point sensible et qu'elle suscite de vives réactions chez certains.

Aussi soumettra-t-il le problème au Gouvernement, qui devra en délibérer. Le Ministre s'en remettra à la décision du Gouvernement.

Le Ministre fait également observer que la position de M. Tobback trouve un écho de plus en plus large dans les pays de l'OTAN et que l'opportunité de ces écoles spéciales y est de plus en plus remise en question.

Nous devons dès lors faire preuve de toute la circonspection requise afin que cette thèse ne l'emporte pas et que nous ne perdions pas, à terme, à la fois Lierre et Laeken.

M. Van Wambeke constate que l'occupation des casernes est souvent très réduite durant les week-ends et demande si cette situation n'est pas dangereuse.

Le Ministre reconnaît que l'occupation des quartiers est relativement faible au cours des week-ends, mais il souligne que d'après les experts militaires, le risque d'une attaque-surprise n'existe pratiquement pas, et ce, notamment grâce aux techniques modernes d'observation par satellite.

MM. Poswick et Van Wambeke posent des questions concernant la création éventuelle d'un 4^{ème} bataillon para-commando.

Le Ministre confirme son intention de créer un 4^{ème} bataillon para-commando, mais il précise que cela ne sera possible que lorsque les effectifs des autres unités seront complets. De ce fait, le Ministre estime que ce 4^{ème} bataillon ne pourra pas être constitué dans un avenir très proche.

Un 4^{ème} bataillon serait utile. La création d'une unité plurinationale pourrait offrir une solution. Le Ministre a d'ailleurs déjà eu des contacts avec les Luxembourgeois. Ces contacts pourraient être étendus aux Néerlandais, aux Allemands et aux Britanniques.

Seuls les pays qui défendent une même zone peuvent être contactés; c'est la raison pour laquelle la France n'entre pas en ligne de compte.

onlangs in Lier en er is ruimte genoeg om die 120 kadetten van Laken naar Lier over te brengen.

Sinds de oprichting van de kadettenschool zijn er 1 400 Vlaamse officieren uitgekomen. De opleiding is er uitstekend en het slaagpercentage is dubbel zo hoog als in Laken. Deze school is een symbool voor Vlaanderen. Zij mag derhalve niet voor de «gril» van enkele opper-officieren worden «geslachttofferd».

Tegenover de verklaringen van de heren Tobback en Hermans stelt *de Minister* dat hij nooit een anti-Vlaamse, anti-Waalse of anti-Brusselse beslissing heeft genomen of zal nemen.

Het ligt hem niet aan communautaire provocaties te doen. De technici van Landsverdediging beweren al sinds een aantal jaren, terecht of ten onrechte, dat door die overheveling een aantal rationalisaties kunnen worden doorgevoerd.

De enige motivering van een eventuele overdracht van Lier naar Laken heeft dus niets te maken met het aantal Vlaamse officieren waar de verhouding ten andere vooral bij de jongeren zeer gunstig ligt. Enkel rationalisatie, een goede organisatie en besparingen liggen aan de basis van deze operatie.

De Minister stelt nochtans vast dat deze zaak emotioneel geladen is en bij sommigen felle reacties uitlokt.

Hij zal daarom het probleem voorleggen aan de Regering, die hiervoor zal overleggen. De Minister zal zich neerleggen bij de beslissing van de Regering.

De Minister laat ook opmerken dat binnen de NAVO steeds meer stemmen opgaan die de stelling van de heer Tobback bijtreden en de opportuniteit van deze specifieke scholen in vraag stellen.

Er moeten dus voorzorgen genomen worden opdat die thesise het niet zou halen en opdat wij op termijn niet zowel Lier als Laken zouden verliezen.

De heer Van Wambeke heeft vastgesteld dat de bezetting in de kazernes tijdens de week-ends soms erg uitgedund is. Hij vraagt of zulks wel gewettigd is.

De Minister geeft toe dat de bezetting van de kwartieren tijdens de week-ends tamelijk uitgedund is maar wijst erop dat volgens de militaire experts de kans op een verrassingsaanval praktisch uitgesloten wordt, zulks o.m. door de moderne technieken van satelliet-waarnemingen.

De heren Poswick en Van Wambeke hebben vragen gesteld i.v.m. de mogelijke oprichting van een 4de bataljon para-commando's.

De Minister bevestigt zijn intentie een 4^{de} bataljon para-commando op te richten, doch dat dit slechts kan wanneer de andere eenheden hun volledig effectief bereikt hebben. Als zodanig denkt de Minister dat dit geen zaak is voor een zeer nabije toekomst.

Een vierde bataljon zou een goede zaak zijn. Misschien zou een plurinationale eenheid een oplossing kunnen bieden. De Minister heeft hierover reeds contacten gehad met de Luxemburgers. Deze contacten kunnen eventueel uitgebreid worden tot de Nederlanders, de Duitsers en de Britten.

Men moet zich inderdaad beperken tot de landen die ingezet worden in eenzelfde zone en daardoor komt Frankrijk hiervoor niet in aanmerking.

M. Van Hecke pose des questions au sujet des nombreux accidents survenus aux F-16. Il demande notamment quelles en ont été les causes les plus fréquentes.

Le Ministre estime que la seule solution au problème des accidents à la Force aérienne est d'augmenter le nombre d'heures de vol par pilote. En effet, 11 des 17 accidents sont dus à une erreur humaine, ce qui semble indiquer que l'entraînement des pilotes est insuffisant.

M. du Monceau de Bergendal demande s'il est acquis que les missiles Nike seront démantelés.

Selon *M. Van Steenkiste*, le Ministre aurait proposé à l'OTAN le calendrier de démantèlement suivant :

- 2 unités en 1989;
- 2 unités en 1990.

Selon *M. Van Steenkiste*, le Ministre aurait d'ores et déjà décidé que le personnel des unités Nike ainsi libéré serait en principe transféré vers d'autres unités de la force aérienne. Des changements de force ne seraient toutefois nullement exclus. *M. Van Steenkiste* demande au Ministre s'il peut préciser dès à présent la politique qui sera suivie en cas de changement de force.

Le Ministre précise, en réponse à ces questions, que la décision de démanteler les missiles Nike est définitive, quoi que puissent en penser certains spécialistes militaires.

Le Ministre souligne que cette décision est irréversible. Il renoncerait même à pouvoir disposer gratuitement des missiles Patriot étant donné qu'il entend récupérer les frais de fonctionnement et de personnel liés à leur utilisation en vue d'affecter les ressources ainsi libérées à des domaines plus prioritaires. La dénucléarisation doit être terminée pour mi-1988 et toutes les unités doivent être démantelées pour mi-1990. Il conviendra d'examiner le problème de la réaffectation du personnel des cadres actifs en fonction de la spécialité des intéressés.

IV. INVESTISSEMENTS

Mme Lefebvre et MM. Denison, du Monceau de Bergendal et Féaux posent des questions à propos de l'équipement de notre armée et du renouvellement de certains éléments de cet équipement. Certains journaux ont récemment fait état d'un affaiblissement général de notre potentiel de défense. Le Gouvernement dispose-t-il de moyens suffisants pour mettre en œuvre sa «stratégie des ressources» ?

Qu'en est-il de l'application du principe défendu par le Ministre du Budget, selon lequel il faut mettre les engagements annuels moyens pour le rééquipement et l'infrastructure en concordance avec le niveau des ordonnancements ?

Les engagements doivent-ils encore toujours être calculés sur plusieurs années à concurrence des ordonnancements ? Quel est le point de vue du Ministre à propos du problème des compensations économiques liées aux commandes d'équipements d'une telle importance ? Le personnel qui est chargé d'examiner les dossiers relatifs aux achats, fait-il l'objet d'une attention suffisante ?

De heer Van Hecke stelt zich vragen i.v.m. de talrijke ongevallen met de F-16. Meer bepaald wenst hij te weten welke er meestal de oorzaken van zijn.

Inzake de ongevallen bij de luchtmacht ziet *de Minister* als enige oplossing het opdrijven van het aantal vliegguren per piloot. Van de 17 ongevallen zijn er immers 11 te wijten aan een menselijke fout, hetgeen doet veronderstellen dat de training onvoldoende is.

De heer du Monceau de Bergendal vraagt of het nu definitief vaststaat dat de Nike's ontmanteld zullen worden.

Volgens *de heer Van Steenkiste* zou de ontmantelingskalender die de Minister aan de NAVO heeft voorgesteld er als volgt uitzien :

- 2 smaldelen in 1989;
- 2 smaldelen in 1990.

De Minister zou volgens de heer *Van Steenkiste* nu reeds beslist hebben dat het aldus vrijgekomen NIKE-personeel in principe naar andere eenheden van de luchtmacht zal worden overgeplaatst. Nochtans zouden veranderingen van legermacht helemaal niet uitgesloten zijn. De heer *Van Steenkiste* vraagt of de minister de gevolgde politiek die inzake verandering van macht zal worden gevolgd, nu reeds kan verduidelijken ?

De Minister herhaalt, in antwoord op deze vragen dat de beslissing tot ontmanteling van de NIKE's vaststaat, wat sommige militaire specialisten er ook mogen over denken .

De Minister benadrukt dat de genomen beslissing onomkeerbaar is. Zelfs het gratis ter beschikking stellen van de Patriot wijst hij van de hand gezien hij ook de werkings- en personeelsuitgaven die eraan verbonden zijn wil recupereren voor meer prioritaire aangelegenheden. De denuclearisatie dient beëindigd te zijn tegen midden 1988 en midden 1990 moeten alle smaldelen ontmanteld zijn. De re-affectatie van het personeel van de actieve kaders moet bestudeerd worden in functie van de specialiteit van de betrokkenen.

IV. INVESTERINGEN

Mevr. Lefebvre en de heren Denison, du Monceau de Bergendal en Féaux hebben vragen omtrent de uitrusting van ons leger en de vernieuwing van bepaalde onderdelen ervan. Bepaalde kranten hebben het recent over de algemene verzwakking van ons defensiepotentieel gehad. Beschikt de regering wel over voldoende middelen om zijn «strategie des ressources» waar te maken ?

Hoe zit het nu met de stelling van de Minister van Begroting om de gemiddelde jaarlijkse vastleggingen voor wederuitrusting en infrastructuur in overeenstemming te brengen met het ordonnancementsniveau ?

Moeten de vastleggingen nog steeds over meerdere jaren worden bekeken tot het niveau van de ordonnancements ? Hoe ziet de Minister het probleem van de economische compensaties bij dergelijke belangrijke uitrustingsbestellingen ? Krijgt het personeel dat de aankoopdossiers moet onderzoeken voldoende aandacht ?

En ce qui concerne les nombreux articles de presse, qui sont généralement fondés sur l'article paru dans le « Wallstreet Journal », le Ministre estime qu'il est important que ces articles ne reflètent pas seulement l'opinion de l'homme de la rue mais aussi celle de la classe dirigeante dans le monde, qui se montre très préoccupée par un affaiblissement éventuel de l'armée belge. Il estime dès lors que l'on ne peut que se réjouir que le Gouvernement ait décidé en août de s'attacher à nouveau au renouvellement de notre équipement militaire en prévoyant 70 milliards de crédits d'engagement pour 1988 et 1989. Le Ministre souligne une fois encore que ces crédits serviront essentiellement à achever la réalisation de programmes entamés et qu'un seul armement entièrement nouveau a finalement été programmé, à savoir les hélicoptères antichars. Il répète également que les engagements supplémentaires d'un montant de 15 milliards autorisés pour 1987 s'ont aussi traités qu'à des programmes en cours, dont notamment la poursuite des programmes BEMILCOM et RITA, ainsi que de l'automatisation de l'artillerie. L'exécution de ces programmes ne pouvait tout de même pas être suspendue pendant plus d'un an. En ce qui concerne l'avion RAFALE, le Ministre déclare qu'il y a, à l'heure actuelle, trois candidats en lice pour la construction de l'avion de combat de l'avenir. L'avion français RAFALE, l'avion anglo-germano-italo-espagnol EFA (« European Fighter Aircraft ») et l'« Agile Falcon » de la firme américaine « General Dynamics ».

Le Ministre estime qu'il est important pour la Belgique de suivre de près ce qui se passe dans les trois camps et de mener à cette fin des discussions techniques sur l'évolution des caractéristiques de l'avion, les conditions économiques qui sont offertes, etc.

Le Ministre précise qu'un accord de confidentialité a été conclu avec les Français et qu'il y a des contacts avec General Dynamics et les promoteurs du EFA.

Selon le Ministre, la Belgique a tout intérêt à faire jouer pleinement la concurrence et doit se garder de prendre un engagement prématuré; elle ne dispose du reste pas des moyens budgétaires nécessaires. L'adoption d'une attitude attentiste risque toutefois de priver l'industrie belge de toute participation à la phase de recherche et de développement.

En ce qui concerne les compensations économiques, le Ministre déclare qu'au niveau du Gouvernement, un groupe de travail ministériel s'occupe d'examiner dans quelle mesure les différentes régions ont reçu des compensations dans l'exécution de l'accord de 1983 et souligne que cela n'est pas chose facile. Le Ministre précise à cet égard qu'il est facile d'établir des tableaux quantitatifs, mais que la discussion porte sur le contenu technologique de chaque compensation et qu'à ce sujet, tout le monde peut évidemment défendre sa propre thèse. Le Ministre confirme que les résultats des études du groupe de travail n'ont pas encore été communiqués et qu'il a été décidé en juillet de proroger purement et simplement l'accord de 1983, c'est-à-dire de maintenir les mêmes pourcentages par région, avec reprise des programmes qui n'avaient pas encore été terminés ou entamés tels que ceux portant sur les hélicoptères, l'artillerie et les radios (BAMS), auxquels ont été ajoutées les contre-mesures électroniques et l'armement air-air.

In verband met de vele krantenartikels meestal gebaseerd op het artikel verschenen in de « Wallstreet Journal » vindt de Minister het belangrijk dat het artikel niet alleen de opinie geeft van de gewone man maar ook die van de leidende klasse in de wereld en dat deze zich ernstig bezorgt toont over een eventuele verzwakking van het Belgisch leger. Daarom, zegt hij, kan er alleen maar toegejuicht worden dat de Regering in augustus besloten heeft opnieuw werk te maken van de vernieuwing van de uitrusting door 70 miljard vastleggingskredieten te voorzien voor 1988 en 1989. De Minister benadrukt nogmaals dat deze kredieten hoofdzakelijk dienen om reeds aangevatte programma's af te werken want dat uiteindelijk slechts één totaal nieuw wapensysteem geprogrammeerd werd namelijk de anti-tank helikopters. Hij herhaalt tevens dat de bijkomende 15 miljard aan vastleggingen toegestaan voor 1987 ook enkel reeds lopende programma's betreffen waaronder ondermeer de voortzetting van BEMILCOM, RITA, van de automatisatie van de artillerie. Men kon de uitvoering van deze programma's toch niet onderbreken met meer dan een jaar. Wat de RAFALE betreft, verklaart de Minister dat er op dit ogenblik voor het gevechtsvliegtuig van de toekomst 3 kandidaten in de run zijn. De Fransen met de RAFALE, het Engels-Duits-Italiaans-Spaans vliegtuig, de EFA (European Fighter Aircraft), en ten slotte de « Agile Falcon » van het Amerikaanse bedrijf « General Dynamics ».

De Minister gelooft dat het van belang is voor België om nauwgezet te volgen wat er zich in de 3 kampen afspeelt en hiertoe technische discussies te voeren in verband met de evolutie van de karakteristieken van het vliegtuig, de economische voorwaarden die men te bieden heeft, enz.

De Minister verklaart dat met de Fransen een « accord de confidentialité » werd gesloten en dat er contacten zijn met General Dynamics en de EFA.

Volgens de Minister heeft België er het grootste belang bij de concurrentie hier ten volle te doen spelen en dient het zich te hoeden voor een vroegtijdig engagement; ten andere de nodige budgettaire middelen zijn hiervoor niet aanwezig. De keerzijde van een afwachtende houding is evenwel het risico dat de R & D-fase aan de Belgische industrie zou ontsnappen.

Wat de economische compensaties betreft, stelt de Minister dat zich op het niveau van de Regering een ministeriële werkgroep bezig houdt met uit te maken in hoeverre de verschillende regio's compensaties gekregen hebben in de uitvoering van het akkoord van 1983 en dat dit een moeilijke zaak is. Kwantitatieve tabellen opstellen is gemakkelijk, vervolgt de Minister maar de discussie draait omtrent de technologische inhoud van iedere compensatie en hier kan natuurlijk eenieder zijn eigen thesis verdedigen. De Minister bevestigt dat de resultaten van de werkgroep nog niet vrijgegeven zijn en dat men in juli eenvoudigweg beslist heeft het bestaande akkoord van 1983 te verlengen, met name het behouden van dezelfde percentages per regio, met herneming van die programma's die nog niet voltooid of aangevat werden zoals de helikopters, de artillerie en de radio's (BAMS) en waarbij gevoegd werden de elektronische tegenmaatregelen en de lucht-lucht-bewapening.

M. Tobback demande des explications en ce qui concerne la convention d'échange F104G et les munitions d'artillerie de 155 mm.

En ce qui concerne la convention d'échange F104G, le *Ministre* déclare qu'à la suite des observations de la Cour des comptes, un amendement contenant les garanties requises a été signé le 11 août. En ce qui concerne les munitions d'artillerie de 155 mm, toutes les cautions ont été bloquées.

M. Van Wambeke demande quand les hélicoptères seront commandés et s'il a été question d'une coordination européenne en la matière.

Le *Ministre* déclare que le marché porte sur 28 hélicoptères de reconnaissance et 18 hélicoptères de combat, pour lesquels le cahier des charges a été transmis le 15 septembre aux candidats soumissionnaires : il espère que le Gouvernement pourra prendre une décision au printemps prochain.

Des contacts ont été pris à cet égard avec les Néerlandais, mais ils n'ont donné aucun résultat concret jusqu'à présent.

V. QUESTIONS RELATIVES AU BUDGET

M. Pepermans pose des questions au sujet des économies prévues en 1986 et 1987. D'une part, il est question de réduire les crédits d'ordonnancement de 5,5 milliards; d'autre part, 15 milliards de crédits d'engagement peuvent être ordonnancés à partir de 1985 en vertu d'une décision du Gouvernement.

Est-ce là une politique cohérente?

M. Feaux pose des questions à propos de la comparaison de l'évolution du budget des Voies et Moyens et de celui de la Défense nationale.

*
* *

Le *Ministre* souligne que l'on peut discuter longuement de l'importance des économies de 1986 et 1987 et renvoie à cet égard à l'interpellation que *M. Tobback* a adressée à ce sujet au Ministre du Budget et à lui-même. Les données fournies par *M. Verhofstadt* n'ont pas été contestées ultérieurement.

Le *Ministre* en rappelle les grandes lignes en soulignant notamment la comparaison entre l'évolution du budget des Voies et Moyens avec et hors la dette publique et de celui de la Défense nationale pour la période 1982-1986. Au cours de cette période, les dépenses réelles de la Défense nationale ont diminué de 7% en termes réels; les dépenses de l'Etat, hors dette publique, de 12,9% et les dépenses de l'Etat, dette publique comprise, de 4,5%. Le *Ministre* fait observer à cet égard que c'est surtout à partir de 1987 que les économies sont devenues effectives, à savoir une réduction de 4,3% par rapport à 1986, et 103,1 milliards sont prévus pour 1988, ce qui représente une nouvelle réduction d'un milliard par rapport à 1987. Rien n'a encore été décidé pour 1989, sauf pour ce qui est du montant qui sera consacré aux investissements et qui sera du même ordre de grandeur que celui de 1987. Le *Ministre* estime dès lors qu'il faudrait se baser sur la période 1982-1988 pour avoir une idée précise des efforts

De *heer Tobback* vraagt uitleg i.v.m. de ruilovereenkomst F104G en de artillerie-munitie 155 mm.

In verband met de ruilovereenkomst F104G verklaart de *Minister* dat naar aanleiding van de opmerkingen van het Rekenhof een amendement houdende de vereiste garanties op 11 augustus ondertekend werd. Wat betreft de artillerie-munitie 155 mm werden alle waarborgen geblokkeerd.

I.v.m. de helikopters vraagt de *heer Van Wambeke* wanneer de bestelling ervan zal gebeuren en of er terzake sprake is geweest van enige Europese coördinatie.

Wat de helikopters betreft stelt de *Minister* dat de aankoop gaat over 28 verkennings- en 18 gevechtshelikopters waarvoor het lastencohier op 15 september aan de kandidaat-inschrijvers werd overgemaakt : hij hoopt in de lente een beslissing te kunnen laten nemen door de Regering. Contacten in dit verband werden gelegd met de Nederlanders doch hebben tot op dit ogenblik geen concrete resultaten opgeleverd.

V. BEGROTINGSVRAAGSTUKKEN

De *heer Pepermans* heeft vragen i.v.m. de besparingen die in 1986 en 1987 worden gepland. Enerzijds is er sprake van een daling van de ordonnanceringskredieten met 5,5 miljard. Anderzijds kunnen vanaf 1985, 15 miljard vastleggingskredieten worden geordnanceerd ingevolge een regeringsbeslissing.

Getuigt zulks wel van een samenhangend beleid?

De *heer Feaux* heeft vragen inzake de vergelijking tussen de evolutie van de Rijksbegroting en deze van Landsverdediging.

*
* *

Wat de besparingen 1986/87 betreft, verklaart de *Minister* dat uitvoerig kan gediscuteerd worden over de hoegrootte ervan en verwijst hiervoor naar de interpellatie terzake door de *heer Tobback* gericht aan de Minister van Begroting en hemzelf. De gegevens die door de *heer Verhofstadt* werden verstrekt zijn naderhand niet betwist geworden.

De *Minister* herhaalt in grote lijnen hogervermelde gegevens en legt hierbij voornamelijk de nadruk op de vergelijking tussen de evolutie van de Rijksbegroting met en zonder rijksschuld en deze van Landsverdediging voor de periode 1982-1986. De werkelijke uitgaven van Landsverdediging verminderden in deze periode in reële termen met 7%; de staatsuitgaven, rijksschuld uitgezonderd, met 12,9% en de staatsuitgaven, schuld inbegrepen, met 4,5%. Hierbij merkt de *Minister* op dat de besparingen hoofdzakelijk vanaf 1987 effectief werden, namelijk 4,3% minder ten opzichte van 1986 en voor 1988 wordt 103,1 miljard voorzien, hetgeen nogmaals een miljard minder is, ten opzichte van 1987. Voor 1989 werd nog niets bepaald tenzij het bedrag dat aan investeringen zal besteed worden en dat van dezelfde grootte-orde zal zijn dan dit van 1987. Daarom, vervolgt de *Minister*, zou men zich moeten baseren op de periode 1982-1988 om een duidelijk beeld te krijgen van de inspanning die geleverd

consentis, en tenant compte en outre de l'inflation sectorielle dans le domaine de l'armement, qui dépasse de loin l'indice des prix à la consommation et même celui de Fabrimétal, et ce, en raison de l'évolution spectaculaire des technologies militaires. En guise de conclusion en ce qui concerne cette question, le *Ministre* souligne qu'il faut donc agir avec la plus grande circonspection lorsque l'on procède dans ce domaine à des comparaisons avec d'autres départements, voir avec d'autres pays.

En ce qui concerne la remarque sur la réduction de 5,5 milliards des crédits d'ordonnancement de 1986 à 1987, les crédits d'engagement supplémentaires de 15 milliards en 1987, 40 milliards en 1988 et 30 milliards en 1989 et l'augmentation de la dette qui en résulte, le *Ministre* répond que ces crédits d'engagement ont été fixés en fonction des moyens d'ordonnancement escomptés pour les prochaines années et évalués provisoirement à 24,5 à 25 milliards par an pour les années 88-89-90 et suivantes.

Pour connaître le volume des moyens d'investissements disponibles pour une année déterminée, on soustrait de ce montant la partie de la dette afférente à des engagements antérieurs qui doit être amortie dans le courant de l'année considérée.

C'est ainsi qu'au moment où un contrat déterminé est conclu, la totalité du coût estimé du programme doit être engagée (cet acte fait naître la dette) mais que, comme dans le secteur privé, le paiement, c'est-à-dire l'amortissement de la dette, est échelonné sur plusieurs années. Le *Ministre* cite l'exemple du programme FOB F-16, qui représente un engagement de 42 milliards de F en 1983, pour lequel les ordonnancements, c'est-à-dire les paiements effectifs, ont été échelonnés sur les années 1983 à 1991.

Le montant des factures impayées relatives à des dettes contractées par le passé constitue la dette à un moment déterminé; toutefois, cette dette n'est pas amortie en un an, mais sur plusieurs années.

Cette dette, dont l'amortissement est programmé sur les années à venir, est confrontée à une asymptote de 24,5 à 25 milliards de F de moyens d'investissement, ce qui permet d'obtenir la marge de manœuvre pour chacune des années suivantes. L'Etat-major général a établi sur cette base un schéma d'engagement pour les années 1988 et 1989.

Les 70 milliards de crédits d'engagement prévus pour 1988 et 1989 ne mettent pas en cause les 25 milliards d'ordonnancements disponibles chaque année dans la mesure où, d'une part, la dette sur les programmes courants diminue et, d'autre part, les paiements relatifs aux nouveaux contrats sont relativement faibles au cours des premières années.

L'absence de ces 70 milliards d'engagements entraînerait un effondrement des ordonnancements, de sorte que l'objectif jugé raisonnable des 24 à 25 % des moyens budgétaires à affecter au rééquipement, ne pourrait être atteint.

En ce qui concerne l'évolution de la dette, le *Ministre* renvoie à l'annexe II du présent rapport.

verd, waarbij daarenboven rekening moet worden gehouden met de sectoriële inflatie op het vlak van de bewapening die veruit de index van de kleinhandelsprijzen en zelfs de index van Fabrimetal overschrijdt en dit omwille van de enorme evolutie in de militaire technologieën. De *Minister* besluit het antwoord op deze vraag met te stellen dat dus met de uiterste omzichtigheid moet tewerk gegaan worden wanneer men in dit domein vergelijkingen maakt met andere departementen of zelfs met andere landen.

In verband met de opmerking inzake de vermindering van de ordonnanceringskredieten met 5,5 miljard van 1986 naar 1987, de bijkomende vastleggingskredieten ten belope van 15 miljard in 1988 en 40 miljard in 1988 en 30 miljard in 1989 en de aangehaalde verhoging van de schuld die daaruit voortvloeit, antwoordt de *Minister* dat voor de bepaling van deze vastleggingskredieten werd uitgegaan van de ordonnanceringsmiddelen die men in de volgende jaren verwacht te verkrijgen en die geraamd werden, ten voorlopige titel, voor de jaren 88-89-90 en verder op 24,5 à 25 miljard F jaarlijks.

Om de beschikbare investeringsmiddelen voor een bepaald jaar te kennen, wordt van dit bedrag afgetrokken het gedeelte van de schuld op vroeger aangegane verbintenissen dat in de loop van het betrokken jaar moet afbetaald worden.

Het is immers zo, vervolgt de *Minister*, dat op het ogenblik dat een bepaald contract afgesloten wordt, de totaliteit van de geraamde kostprijs van het programma dient vastgelegd te worden (vanaf dat ogenblik ontstaat de schuld) maar dat zoals in de privé, de afbetaling, dus de delging van de schuld over meerdere jaren gespreid wordt. De *Minister* geeft hier als voorbeeld het programma FOB F-16, voor 42 miljard vastgelegd in 1983 waarvoor de ordonnancerings, dus de effectieve betalingen, gespreid werden over de jaren 1983 tot en met 1991.

De som van de nog te betalen facturen op schulden in het verleden aangegaan, bepaalt de schuld op een bepaald ogenblik doch wordt niet in één jaar, maar gespreid over verschillende jaren gedelgd.

Deze schuld waarvan de afbetaling geprogrammeerd wordt over de volgende jaren wordt geconfronteerd met een asymptoot van 24,5 à 25 miljard F aan investeringsmiddelen waardoor men de vrije marge bekomt voor ieder van de volgende jaren. Hiervan vertrekkende heeft de Generale Staf een vastleggingsschema uitgewerkt voor de jaren 1988 en 1989.

De 70 miljard aan vastleggingskredieten voorzien voor 1988 en 1989 brengen de jaarlijks beschikbare 25 miljard aan ordonnancerings niet in gedrang omdat enerzijds de schuld op de lopende programma's afneemt en anderzijds de betalingen op de nieuwe contracten gedurende de eerste jaren relatief klein zijn.

Bij ontstentenis van deze 70 miljard aan vastleggingen zou men in de komende jaren een ineenstorting bekomen van de ordonnancerings zodanig dat voor de wederuitrusting het als redelijk gestelde objectief van 24 à 25 % van de begrotingsmiddelen niet zou kunnen gerealiseerd worden.

Voor wat de evolutie van de schuld betreft, verwijst de *Minister* naar bijlage II van het verslag.

M. Pepermans demande pourquoi certaines dépenses de l'armée (par exemple pour la construction de navires pour la Force navale ou d'avions pour la Force aérienne) ne sont pas soumises à la TVA. Le montant de ces dépenses peut-il être chiffré ?

En ce qui concerne la dispense du paiement de T.V.A. sur les avions et les navires de l'armée, le Ministre répond que cette exemption est prévue à l'article 42 du Code de la TVA.

Il renvoie ensuite à l'annexe III du présent rapport.

M. Tobback estime qu'il est faux de prétendre que les crédits affectés à la Défense nationale ont été réduits au cours des cinq dernières années. Il estime que c'est le contraire qui s'est produit. La Défense nationale et la Gendarmerie ont même bénéficié d'un traitement de faveur. En outre, il faut constater que le Parlement n'est jamais informé en temps utile des dépenses réelles en matière de défense. Ne pourrait-on pas remédier à cette situation ?

En ce qui concerne les dépenses réelles du département de la Défense nationale, le Ministre déclare que le reproche selon lequel les parlementaires ne disposeraient des données chiffrées qu'avec un retard de cinq ans est sans fondement. Les crédits sollicités pour l'année budgétaire à venir, les crédits ajustés de l'année en cours et les réalisations de l'année précédente figurent en effet dans les « tableaux comparatifs des dépenses » du programme justificatif (voir budget de la Défense nationale, p. 140 et suivantes). Les réalisations sont donc communiquées tout au plus après un an. En ce qui concerne les dépenses 1986 (budget 1988), elles seront connues dès le mois prochain.

M. Tobback rappelle que le plan de Val-Duchesse prévoyait 9,4 milliards d'engagements. Un montant supplémentaire de 15 milliards a été octroyé par la suite, mais on n'en trouve aucune trace dans le budget pour 1987. L'évolution des équilibres dans les dépenses (fonctionnement — investissements — personnel) n'apparaît pas avec l'exactitude souhaitée.

En ce qui concerne les investissements, le Ministre fait observer que le Gouvernement a approuvé un plan 1987-88-89 et que, pour les années suivantes, il dispose lui-même d'un plan qui ouvre une perspective sur les dix prochaines années, compte tenu des différentes hypothèses de travail du Gouvernement.

Il souligne néanmoins que ce plan est un instrument de travail élaboré au niveau de l'Etat-major général et qu'il n'a pas été approuvé en tant que tel par le Gouvernement.

VI. VOTES

Les articles et l'ensemble des budgets du Ministère de la Défense nationale pour les années budgétaires 1986 et 1987 sont adoptés à l'unanimité.

Le Rapporteur,

G. le HARDÿ de BEAULIEU

Le Président,

Ch. POSWICK

De heer Pepermans vraagt waarom bepaalde legeronkosten (zoals bouw van zeemachtschepen of vliegtuigen voor de luchtmacht) niet aan B.T.W. onderworpen zijn. Kan het bedrag hiervan worden gecijferd ?

Inzake de vrijstelling van betaling van BTWop militaire vliegtuigen en schepen antwoordt de Minister dat deze vrijstelling voorzien is in het Wetboek op de BTW - Artikel 42.

Hij verwijst verder naar bijlage III van het verslag.

De heer Tobback vindt het onjuist te beweren dat de middelen voor Defensie de laatste 5 jaar werden beknot.

Volgens hem geldt het tegendeel. Defensie en Rijkswacht genoten zelfs een voorkeurbehandeling.

Bovendien is het zo dat het Parlement nooit tijdig over de werkelijke uitgaven inzake Defensie beschikt. Kan zulks niet worden verholpen ?

In verband met de werkelijke uitgaven van Landsverdediging verklaart de Minister dat de klacht als zouden de parlementsleden slechts 5 jaar na datum over de cijfers kunnen beschikken, ongegrond is; immers het verantwoordingsprogramma geeft in de «vergelijkende tabellen der uitgaven»: de aangevraagde kredieten voor het komende begrotingsjaar, de aangepaste kredieten voor het lopende begrotingsjaar en de gerealiseerde uitgaven van het voorbije begrotingsjaar (Begroting LV p. 140 e.v.). Op de gerealiseerde cijfers dient dus maximaal 1 jaar gewacht. Voor 1986 (opgenomen in de Begroting 1988) zullen ze reeds volgende maand gekend zijn.

Volgens de heer Tobback voorzag het St. Annaplan 9,4 miljard aan vastleggingen. Nadien werden er 15 miljard bijkomend toegekend, hoewel daar niets van terug te vinden is in de begroting voor 1987. De evolutie der evenwichten in de uitgaven wordt nauwkeurig voorgesteld (werking — investeringen — personeel).

Inzake de investeringen wijst de Minister erop dat de Regering zich akkoord verklaard heeft over een plan 1987-88-89 en dat hij voor de daaropvolgende jaren wel over een plan beschikt dat rekening houdend met de verschillende werkhypothèses van de Regering een perspectief geeft op de komende tien jaren.

Hij merkt evenwel op dat dit plan een werkinstrument is op het niveau van de Generale Staf maar niet als dusdanig door de Regering werd goedgekeurd.

VI. STEMMINGEN

De artikelen en het geheel van de begrotingen van Landsverdediging voor de begrotingsjaren 1986 en 1987, worden eenparig aangenomen.

De Rapporteur,

G. le HARDÿ de BEAULIEU

De Voorzitter,

Ch. POSWICK

ANNEXES

I.
COURS DE FORMATION GENERALE
ET DE LANGUE

(nombre de candidats étudiants par garnison et par cours, respectivement en avril et en août 1987)

GARNISONS	Régime linguis- tique	COURS		
		Français	Néerlandais	Mécanique automo- bile
AMAY (FT)	F	22-29	80-90	—
MARCHE (FT)	F	13-16	35-61	—
LUDENSCHIED (FT)	N	143-139	34-34	—
SOEST (FT)	N	57-7	18-3	140-25
DUREN (FA)	F	71-42	86-138	—
GREFRATH (FA)	N	110-85	12-39	—
ZEEBRUGGE (FN)	N	30-45	—	38-64

Remarque : Ces chiffres varient notamment en fonction des incorporations et des démobilisations mensuelles.

II.
EVOLUTION DE LA DETTE DE LA DEFENSE
NATIONALE ET REMBOURSEMENTS PREVUS

1. La dette globale au 1^{er} janvier 1987 était évaluée à 48 081 millions (rapport du Sénat, Doc. n° 5-IX-(85-86) n° 2, pp. 60 et 61).

Le remboursement de cette dette a été programmé de la manière suivante :

1987	19 758 millions
1988	14 930 millions
1989	8 053 millions
1990	5 297 millions
1991	1 043 millions

BIJLAGEN

I.
CURSUSSEN ALGEMENE VORMING
EN TALENKENNIS

(aantal kandidaat-leerlingen per garnizoen en per cursus, respectievelijk in april en augustus 1987)

GARNIZOENEN	Taal- stelsel	CURSUS		
		Frans	Nederlands	Auto- mecha- nica
AMAY (LM)	F	22-29	80-90	—
MARCHE (LM)	F	13-16	35-61	—
LUDENSCHIED (LM)	N	143-139	34-34	—
SOEST (LM)	N	57-7	18-3	140-25
DUREN (LuM)	F	71-42	86-138	—
GREFRATH (LuM)	N	110-85	12-39	—
ZEEBRUGGE (ZM)	N	30-45	—	38-64

Opmerkingen : De getallen variëren o.a. in functie van de maandelijkse inlijvingen en demobilisaties.

II.
EVOLUTIE VAN DE SCHULD LANDSVER-
DEDIGING EN VOORZIENE AFBETALINGEN

1. De globale schuld per 1 januari 1987 werd vastgesteld op 48 081 miljoen (verslag Senaat nr. 5-IX-(85-86) nr. 2 pp. 60/61).

De betaling van deze schuld is als volgt geprogrammeerd :

1987	19 758 miljoen
1988	14 930 miljoen
1989	8 053 miljoen
1990	5 297 miljoen
1991	1 043 miljoen

2. a. La dette globale au 1^{er} janvier 1988 est calculée de la manière suivante :

Dette 1 ^{er} janvier 1987	49 091 millions
Moins : réaménagement de la dette F-16 FOB	-2 165 millions
Plus : révision des dispositions contractuelles	+574 millions
Plus : engagements prévus en 1987 (y compris infrastructure OTAN)	+19 814 millions
Moins : ordonnancements prévus en 1988	-23 048 millions
	44 256 millions

b. Le remboursement de cette dette est programmé de la manière suivante :

1987	17 451 millions
1988	12 151 millions
1989	9 573 millions
1990	4 206 millions
1991	875 millions

Ce qui signifie qu'en raison des engagements à réaliser en 1987 et 1988 ($\pm$ 55 milliards), les montants des remboursements pour 1988 et 1989 augmentent respectivement de 2 521 millions et de 4 098 millions par rapport à la programmation 1987.

3. En ce qui concerne les crédits d'engagement pour 1989, aucune programmation définitive n'a encore été réalisée.

III.
**SOMMES EXEMPTÉES DE LA TVA EN
VERTU DE L'ARTICLE 42 DU
CODE DE LA TAXE
SUR LA VALEUR AJOUTÉE**

ANNEE	FORCE AERIENNE	FORCE NAVALE
1980	12 145 629 000	1 117 043 000
1981	14 504 313 900	1 268 800 000
1982	13 745 000 000	1 413 900 000
1983	12 164 379 000	2 338 191 000
1984	8 864 160 000	2 622 810 000
1985	8 621 644 000	2 821 000 000
1986	8 470 555 500	3 833 700 000

2. a. De globale schuld per 1 januari 1988 wordt als volgt berekend :

Schuld 1 januari 1987	49 081 miljoen
Minus : herschikking van de schuld F-16 FOB	-2 165 miljoen
Plus : herziening van contractuele bepalingen	+574 miljoen
Plus : vastleggingen voorzien in 1987 (NAVO-infrastructuur inbegrepen)	+19 814 miljoen
Minus : ordonnancements voorzien in 1988	-23 048 miljoen
	44 256 miljoen

b. De betaling van deze schuld is als volgt geprogrammeerd :

1987	17 451 miljoen
1988	12 151 miljoen
1989	9 573 miljoen
1990	4 206 miljoen
1991	875 miljoen

Hetgeen betekent dat tengevolge van de vastleggingen te realiseren in 1987 en 1988 ($\pm$ 55 miljard), de betalingen voor 1988 en 1989 respectievelijk verhogen met 2 521 miljoen en 4 098 miljoen ten opzichte van de programmering 1987.

3. Voor wat de vastleggingskredieten 1989 betreft, werd nog geen definitieve programmering uitgevoerd.

III.
**DE VAN BTW VRIJGESTELDE SOMMEN IN
VERBAND MET ARTIKEL 42 VAN HET
WETBOEK OP DE BELASTING OP DE
TOEGEVOEGDE WAARDE**

JAAR	LUCHTMACHT	ZEEMACHT
1980	12 145 629 000	1 117 043 000
1981	14 504 313 900	1 268 800 000
1982	13 745 000 000	1 413 900 000
1983	12 164 379 000	2 338 191 000
1984	8 864 160 000	2 622 810 000
1985	8 621 644 000	2 821 000 000
1986	8 470 555 500	3 833 700 000